

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'EAU

BURKINA FASO

AGENCE FRANCAISE DE
DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ETUDE DE FAISABILITE D'UN PROJET D'APPUI AUX UNITES DE CONSERVATION DE LA FAUNE AU BURKINA FASO

DOCUMENT FINAL ET PROPOSITION DE PROJET

Rapport CIRAD EMVT n° 98-043

Octobre 1998



CIRAD-EMVT
Département d'Elevage et de Médecine
Vétérinaire du CIRAD
Campus International de Baillarguet
BP 5035
34032 Montpellier Cedex 1 - France



CLUB FAUNE
22, rue Duban
75016 PARIS

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'EAU

BURKINA FASO

AGENCE FRANCAISE DE
DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**ETUDE DE FAISABILITE D'UN PROJET D'APPUI
AUX UNITES DE CONSERVATION
DE LA FAUNE AU BURKINA FASO**

DOCUMENT FINAL ET PROPOSITION DE PROJET

Rapport CIRAD EMVT n° 98-043

Octobre 1998



CIRAD-EMVT
Département d'Elevage et de Médecine
Vétérinaire du CIRAD
Campus International de Baillarguet
BP 5035
34032 Montpellier Cedex 1 - France



CLUB FAUNE
22, rue Duban
75016 PARIS

DOCUMENT FINAL DE LA 2^{ème} PHASE :
Proposition de projet

par

Dominique Dulieu
Oumarou Idani
Stéphane Klotz
Konate Koalo
Moussa Ouedraogo

ont contribué à la première phase de l'étude :

Jean Pierre Bernon
Hubert Boulet
Christian de Greling
Konate Koalo
Léonard Ouedraogo
Moussa Ouedraogo

Coordination de la première phase : **Christian de Greling**
Coordination de la synthèse : **Dominique Dulieu et Stéphane Klotz**

Réalisation des cartes : **Isolde de Zborowski**

AUTEUR(S) : Dominique DULIEU, Oumarou IDANI
Stéphane KLOTZ, Konate Koalo, Moussa Ouedraogo
Jean-Pierre BERNON, Hubert BOULET, Christian de Greling,
Léonard Ouédraogo.

ACCES AU DOCUMENT :
- au service Documentation du CIRAD-EMVT

ORGANISME AUTEUR : CIRAD-EMVT et CLUB FAUNE

ACCES A LA REFERENCE DU DOCUMENT :
Libre

ETUDE FINANCEE PAR : Agence Française de Développement

REFERENCE : CIRAD-EMVT N°98-043

AU PROFIT DE : Ministère de l'Environnement et de l'Eau du Burkina Faso.

TITRE : Etude de faisabilité d'un projet d'appui aux unités de conservation de la faune au Burkina Faso
Document final et proposition de projet

TYPE D'APPROCHE : Expertise

DATE ET LIEU DE PUBLICATION : Montpellier, Novembre 1998

PAYS OU REGIONS CONCERNES : Burkina Faso

MOTS CLES : Biodiversité - faune sauvage - aires protégées - parcs nationaux - zones de chasse - grande chasse - petite chasse - chasse villageoise.

RESUME :

Dans le cadre de la réforme de la gestion des ressources naturelles, le Burkina Faso innove avec le concept d'Unité de Conservation de la Faune. Les zones de chasse et les parcs nationaux amodiés au secteur privé doivent contribuer au développement local, subvenir en partie à leurs propres besoins de gestion pour soulager les finances publiques et conserver durablement la biodiversité en la valorisant par différents modes de tourisme : vision, grande chasse, petite chasse. Cette approche devrait être appuyée par un projet de la coopération bilatérale France/Burkina Faso au travers de l'Agence Française de Développement et au Fonds Français pour l'Environnement Mondial. Le présent document étudie la faisabilité de ce projet. Il fait suite à mon premier document dans lequel était présentée une étude détaillée du contrat.

SOMMAIRE

1	LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	7
1.1	CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	7
1.1.1	<i>LES ACQUIS</i>	7
1.1.2	<i>COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS</i>	8
1.2	ETUDE DE LA RENTABILITE ECONOMIQUE DE L'EXPLOITATION DES AIRES CONCEDEES DE FAUNE	13
1.2.1	<i>LES INVESTISSEMENTS</i>	14
1.2.2	<i>LES CHARGES</i>	15
1.2.2.1	Calcul des amortissements	15
1.2.2.2	Calcul des charges de fonctionnement	15
1.2.2.3	Emprunt	17
1.2.3	<i>PRODUITS DES SCENARIOS DE L'ETUDE</i>	17
1.2.4	<i>RESULTATS DE L'ETUDE</i>	19
1.3	PROPOSITION DE CLASSIFICATION DES AIRES CONCEDEES	21
1.4	ARTICULATION DU PROJET AVEC LES PROJETS EXISTANTS	25
1.4.1	<i>PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL DE L'EST (ADELE)</i>	25
1.4.2	<i>LE PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENT DU PARC « W »</i>	27
1.4.3	<i>PROGRAMME D'ELEVAGE À L'EST DU BURKINA FASO</i>	28
1.4.4	<i>PROGRAMME « 500 FORAGES À L'EST DU BURKINA FASO »</i>	28
2	LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET	29
2.1	PRESENTATION GÉNÉRALE	29
2.2	APPUI CENTRAL AU PROJET	41
2.2.1	<i>COORDINATION ET SUIVI</i>	41
2.2.2	<i>APPUI À L'ADMINISTRATION</i>	42
2.2.2.1	Appui matériel	42
2.2.2.2	Actions de terrain	42
2.2.3	<i>APPUI AU SECTEUR PRIVÉ</i>	43
2.2.3.1	Professionnalisation	43
2.2.3.2	Contractualisation	44
2.3	APPUI AUX AIRES DE FAUNE CONCEDEES	45
2.3.1	<i>LE VOLET EST</i>	45
2.3.1.1	Cadre d'intervention du projet	45
2.3.1.2	Potentialités de la zone du Projet Est	47
2.3.1.3	Appuis possibles du projet	48
2.3.2	<i>LE VOLET BOROMO</i>	54
2.3.2.1	Cadre d'intervention du projet	54
2.3.2.2	Appuis possibles du projet	55
2.3.2.3	Organisation du volet Boromo	56
2.3.3	<i>LE VOLET OUEST</i>	59
2.3.3.1	Spécificités du volet Ouest	59
2.4	LE FONDS D'APPUI SPECIAL A LA CONSERVATION (FASC)	60
2.5	LE VOLET « DEVELOPPEMENT LOCAL »	61
2.5.1	<i>DESCRIPTIF DU VOLET</i>	61
2.5.1.1	Objectifs	61
2.5.1.2	Stratégie d'intervention	61
2.5.1.3	Contenu du programme	62
2.5.1.4	Problématique des hameaux de cultures	64
2.5.1.5	Des questions cartographiques et de matérialisation des limites des aires classées	64
2.5.1.6	Zones d'intervention	65

2.5.2	<i>DÉMARCHE D'INTERVENTION ET ANALYSE DES FONCTIONS ESSENTIELLES ET DE LA POSITION DES DIFFÉRENTS ACTEURS</i>	65
2.5.2.1	La fonction d'information, de présentation et de promotion du Projet	65
2.5.2.2	La fonction d'animation pour l'émergence d'initiatives de base et l'initiation de micro-projets. 65	
2.5.2.3	La fonction d'instruction de micro-projets	65
2.5.2.4	La fonction de financement des initiatives de base	65
2.5.2.5	La fonction d'exécution technique et financière	65
2.5.2.6	La fonction de gestion des investissements	65
2.5.2.7	La fonction de suivi - évaluation	65
2.5.3	<i>LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL/ORGANISATIONNEL</i>	65
2.5.3.1	La tutelle technique	65
2.5.3.2	La structure de gestion du Projet	65
2.5.3.3	La structure d'administration, d'orientation et de contrôle	65
2.5.3.4	Composition du Comité de Suivi	65
2.5.3.5	Les instances locales de "participation" au Projet	65
2.5.4	<i>SYSTÈME DE GESTION FINANCIÈRE À ASSOCIER À UN TEL DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ORGANISATIONNEL</i>	65
2.5.4.1	Principes de base	65
2.5.4.2	L'organisation de la gestion budgétaire	65
2.6	ORGANIGRAMME DU PROJET	65
3	LES COUTS DU PROJET	65
3.1	APPUI CENTRAL AU PROJET	65
3.1.1	<i>COORDINATION ET SUIVI</i>	65
3.1.2	<i>APPUI À L'ADMINISTRATION</i>	65
3.1.2.1	Appui matériel	65
3.1.2.2	Actions de terrain	65
3.1.3	<i>APPUI AU SECTEUR PRIVÉ</i>	65
3.2	APPUI AUX AIRES DE FAUNE CONCEDEES	65
3.2.1	<i>LE VOLET EST</i>	65
3.2.2	<i>LE VOLET BOROMO</i>	65
3.2.3	<i>LE VOLET OUEST</i>	65
3.2.4	<i>LE FONDS D'APPUI SPECIAL A LA CONSERVATION (FASC)</i>	65
3.3	RECAPITULATIF DE L'APPUI AUX ACTIONS DE CONSERVATION	65
3.4	LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL	65
3.4.1	<i>A L'EST</i>	65
3.4.2	<i>BOROMO ET LA MOU</i>	65
3.5	RECAPITULATIF GENERAL	65
4	CHRONOGRAMME DU PROJET	65

PREAMBULE

Rappelons que la présente étude comportait trois étapes :

- 1^{ère} étape = 1^{ère} phase de mission de terrain (du 08.03 au 05.04.98)
2^{ème} étape = réunion de restitution (le 30.04.98)
3^{ème} étape = 2^{ème} phase de mission de terrain (du 10.07 au 21.07.98)

Le présent document représente le compte-rendu de la 3^{ème} étape et 2^{ème} phase de terrain. Il fait suite à :

- (i) la réunion de restitution du 30.04.98 au cours de laquelle des recommandations consensuelles avaient été émises (cf. compte-rendu de la réunion) ;
- (ii) la mission AFD/FFEM au Burkina Faso du 15 au 18.06.98 au cours de laquelle des orientations ont été définies (cf. aide-mémoire correspondant).

Alors que, en conformité avec les termes de référence de l'étude, la 1^{ère} mission de terrain a fait le point sur « *la nouvelle politique de gestion et son état d'exécution* », la 2^{ème} mission de terrain doit proposer « *un programme d'accompagnement* ».

Ce document est destiné à formuler des propositions d'intervention du Projet sur la base des divers éléments rassemblés lors des étapes précédentes et qui ont, pour la plupart, déjà fait l'objet de rapports séparés ainsi que d'une première synthèse (de Greling et coll.) produite en juin 1998.

Le document ne reprend donc pas les données et analyses déjà produites dans les documents évoqués (description des unités de conservation, textes juridiques, etc.). Toutefois, il les complète lorsque cela est nécessaire et les replace dans un contexte de préparation du Projet.

L'une des tâches assignées à la seconde mission de terrain, qui s'est déroulée en juillet 98, consistait en la prise en compte des éléments et des points soulevés dans l'aide-mémoire de la mission AFD/FFEM de juin 1998. Pour répondre aux attentes et à certaines réorientations proposées dans ce document, il a notamment été convenu de compléter l'équipe de terrain par la mission d'un micro-économiste, S. Klotz, chargé d'effectuer une étude de rentabilité des différents modes de valorisation des unités de conservation. Cette étude importante qui, d'une certaine façon, a conduit à revoir certaines stratégies, notamment en termes de valorisation des UCF (Unité de Conservation de la Faune) par des activités complémentaires (chasse, écotourisme), et dont les conclusions sous-tendent les propositions formulées ici, a été intégrée au présent document.

Dans le même esprit, le choix de concentrer l'essentiel des efforts de financement sur un grand ensemble écologique centré sur Arly (non prévu initialement dans les termes de référence de l'étude), a conduit à compléter le référentiel constitué lors de la première phase, par une mission de terrain supplémentaire, confiée à MM. O. Idani et M. Ouedraogo, en juillet-août 1998.

Celle ci a revêtu deux aspects :

- approfondissement de la connaissance de la future zone périphérique et identification des ayants droit du Projet de Développement Local dont elle bénéficiera ;
- analyse des liens et des relations possibles entre le Projet et les projets de développement déjà présents sur le terrain.

Les aspects juridiques et réglementaires des textes relatifs à la gestion des ressources naturelles, en vigueur au Burkina Faso, ou en passe de le devenir, ont été approfondis dans une étude spécifique, confiée à M. K. Koalo en août 1998, et dont les éléments ont été intégrés au présent rapport.

Enfin, la recherche d'un certain consensus en termes de choix et de stratégies, a conduit l'équipe de terrain de juillet 98 à rencontrer et à consulter un maximum d'acteurs du secteur du tourisme et de la gestion des ressources naturelles, a priori concernés par le Projet. Les éléments et avis recueillis lors de ces discussions ont été dans une large mesure pris en compte lors de l'élaboration du document et des propositions d'intervention.

Le CIRAD-EMVT et Club Faune tiennent à remercier particulièrement pour leur précieuse collaboration tout au long de l'élaboration de ce document:

- Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et de l'Eau,
- Le Directeur Général des Eaux et Forêts, M. Mathieu YAMEOGO,
- Le Directeur de la Faune et des Chasses, M. Issa ZAMPALIGRE,
- Les agents de la Direction de la Faune et des Chasses,
- Les agents déconcentrés du Ministère de l'Environnement et de l'Eau,
- Les membres du Royaume du Trophée,
- L'Agence Française de Développement,
- Tous les opérateurs économiques du secteur privé impliqués dans le développement du tourisme et de la chasse au Burkina Faso,
- Le conseiller technique à la Direction de la Faune et des Chasses.

1 LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1.1 CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La liste exhaustive des textes concernant la gestion des ressources naturelles a été fournie et analysée dans le cadre du rapport de fin de première phase de juin 98. Elle ne sera pas reprise ici mais on abordera plutôt la question de l'adaptation aux réalités du terrain des principaux textes qui concernent le sujet, ainsi que celles des mesures réglementaires et juridiques à envisager pour mener à bien la politique engagée par le pays en matière de gestion de sa faune.

Les acquis des textes sont présentés ci-dessous. Un tableau synthétique reprend ensuite la liste des textes, des commentaires spécifiques et des propositions d'amendement.

1.1.1 LES ACQUIS

De façon globale les textes régissant la gestion de la faune traduisent une volonté des autorités politiques du Burkina Faso de veiller à une gestion rationnelle des ressources fauniques.

Les textes de loi que sont la RAF et le code forestier ont tous le mérite de fixer les principes fondamentaux qui soutiennent cette gestion, tandis que leurs textes d'applications s'efforcent de détailler les conditions de gestion.

Notons qu'avec l'avènement de la récente réforme, un essor considérable en matière de réglementation a été fait. Ainsi, par exemple, le décret instituant la concession et l'attribution des titres de concessionnaires et de guides fait une nette distinction entre le concessionnaire et le guide dans l'optique d'un aménagement conséquent des aires de faune.

Il institue, en plus des traditionnelles zones cynégétiques, la possibilité de concéder des parcs nationaux, des réserves de faunes, des ranchs...

Quant au décret portant réglementation de l'exploitation de la faune, son mérite réside entre autres dans l'élargissement du champ de valorisation de la faune par l'institution de la capture, de l'élevage et du commerce des animaux sauvages vivants.

Contrairement à la situation d'avant la réforme, les protocoles d'accord de gestion sont spécifiques à chaque concession tandis que les plans de gestion également spécifiques détaillent les activités d'aménagement à entreprendre dans chaque aire faunique.

Le décret portant création des unités de conservation de la faune n'a d'autre but que d'assurer un meilleur encadrement des acteurs de la faune. Enfin on ne peut passer sous silence la volonté d'impliquer au mieux les populations à la gestion de la faune ; ce qui se traduit d'une part par leur organisation en structures chargées de gérer la faune de leur terroir et d'autre part par la génération de recettes à leur profit.

Cependant, malgré ces acquis des textes législatifs et réglementaires, force est de reconnaître que des insuffisances sont également à relever.

1.1.2 COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS

Cf. Tableau synthétique ci-dessous.

Texte	Commentaires	Propositions d'amendements
L'arrêté n°94-012/PRES/MET/MEFP/MICA/MAT du 29 avril 1994 - <i>Portant réglementation de la chasse villageoise.</i>	En cours de réactualisation	
Le décret n°96-060/PRES/PM/MEE/MTT du 11 mars 1996 - <i>Portant institution de concessions d'aires de faune et attributions des titres de concessionnaires et de guides.</i> Ce texte définit aussi les conditions d'attribution des Concessions par appel d'offres.	Abrogé par le décret 98-305 en juillet 1998 <i>Portant réglementation des concessions de gestion de la faune et des activités de concessionnaires et de guides.</i>	
Le décret n°96-061/PRES/PM/MEE/MATS/MEFP/MCIA/MTT du 11 mars 1996 - <i>Portant réglementation de l'exploitation de la faune au Burkina Faso.</i>	Article 44 : le terme « safari photographique » porte à confusion. Article 46 : le terme « le safari cinématographique » porte à confusion Article 49 : confusion possible pour la compréhension des termes « permis photographique » et « permis cinématographique » Annexe 2 : groupe A, la hyène rayée est une espèce menacée, Annexe 2 : groupe A, le galago est classé en grand gibier Annexe 2 : groupe B, à l'exception du céphalophe de Grimm, de l'ourébi, du phacochère, du daman de rocher, du lièvre africain, du cynocéphale et de l'aulacode, tous les reptiles : ces espèces ne sont pas concernées par la chasse sportive	A remplacer par les termes « prises de vues professionnelles » A remplacer par « tournages de films professionnels » A remplacer par « permis de prises de vues professionnelles » et « permis de tournages de films professionnels » Passer en annexe 1 A classer au groupe B A réserver aux chasseurs nationaux

	Annexe 2 : groupe B, le céphalophe de Grimm, l'ourébi, phacochère et le cynocéphale doivent pouvoir être chassés avec un permis de grande chasse	A ajouter sur la liste des animaux concernés par le permis grande chasse
décret n°98-305/PRES/PM/MEE/MEF/MTT en juillet 1998 <i>Portant réglementation des concessions de gestion de la faune et des activités de concessionnaires et de guides.</i>	Pas de modalités pratiques fixées. Attente des arrêtés d'application. Concertation large souhaitable pour l'obtention de l'examen de guide de chasse.	
<i>Le Cahier des charges générales régissant l'activité des Concessionnaires de zones à vocation faunique au Burkina Faso.</i>	Article 7 : inutile, Article 9 : irréaliste pour le volet formation	A supprimer A supprimer
<i>L'Avis d'Appel d'Offres</i> lancé par le Ministre de l'Environnement et de l'Eau et son Directeur des Etudes et de la Planification, détaillant la procédure de soumission des dossiers.	Sans commentaire	
La Loi n°006/97/ADP du 31 janvier 1997 promulguée par le décret n 11/97/PRES du 17 mars 1997 - <i>Portant Code Forestier au Burkina Faso.</i>	Article 77 : multiplicité des types d'aires fauniques protégées conduisant à des difficultés de compréhension et donc d'application sur le terrain Articles 161 et 162 : concession de ranch. Non adapté aux conditions économiques actuelles	Redéfinition et simplification A adapter et à assouplir
L'arrêté n°96-002/PRES/PM/MEE du 11 Janvier 1996 - <i>Portant création d'Unités de Conservation de la Faune au Burkina Faso.</i>	Article 3 : a été modifié dans le sens d'une meilleure efficacité de terrain en subdivisant certaines UC en unités plus petites et plus cohérentes.	Modifications à poursuivre

<p>L'arrêté conjoint n°96-022/MEE/MICA/MEF - <i>Portant fixation des taxes, redevances et titres d'exploitation de la faune au Burkina Faso.</i></p>	<p>Article 2 : « zone de chasse mixte » : dans le contexte actuel il est impossible de pratiquer la grande et la petite chasse sur une même zone. Article 2 : « Zones de grande chasse » : le tarif de 25 F CFA/ha/an paraît peu élevé par rapport à la petite chasse. Article 2 : « ranchs de gibier » : taxe/ha/an trop élevée vis-à-vis des aménagements à entreprendre et de la rentabilité actuelle. Article 2 : les prix de concession sont les mêmes quelle que soit l'importance du quota Article 4 : supprimer « concessions de chasse mixte ».</p> <p>Article 5 : « licences de guide ». Conformément à l'article 133 du code forestier, un guide est une personne physique Article 5 : pas de possibilités d'exercer pour un guide licencié dans un autre pays africain.</p> <p>Article 11 : permis spécial roussette. Ne concerne que les nationaux. Article 12 : permis de visite touristique valable un an.</p>	<p>« zones de chasse mixtes » à supprimer passer de 25 à 50 F CFA/ha/an passer de 100 à 50 F CFA/ha/an (comme pour la grande chasse) étudier une modulation en fonction de la valeur du quota. porter le prix de concession de grande chasse au prix de l'ancienne concession de chasse mixte. Supprimer les personnes morales guide de chasse, de pêche et d'écotourisme Création d'une licence d'un mois renouvelable. Critères d'équivalence à préciser Supprimer les permis touristes et résidents. Pour les touristes, validité d'un mois plus adaptée.</p>
--	---	---

	<p>Article 14 : chasseurs nationaux. Montant de la taxe buffle, hippotrague, bubale, cobe Defassa trop basse et donc propre à encourager la chasse pour la viande</p> <p>Article 14 : pour les chasseurs touristes, seul pays d'Afrique à autoriser le tir d'une 2^e tête pour les grandes espèces</p> <p>Article 14 : chasseurs touristes. Taxe du buffle 280 000 F CFA trop basse par rapport au marché international.</p> <p>Article 14 : les reptiles et le singe patas ne sont pas des animaux de chasse sportive.</p> <p>Article 14 : autres oiseaux gibiers. Une taxe d'abattage par spécimen n'est pas adaptée et difficile à contrôler.</p>	<p>Porter la taxe à un tarif supérieur à 100 000 F CFA (comparaison viande bovine).</p> <p>Supprimer toutes les deuxièmes têtes</p> <p>Porter la taxe à 400 000 F CFA.</p> <p>A supprimer de la liste pour résidents et touristes.</p> <p>Prévoir un forfait journalier en sus de la taxe d'amodiation.</p>
La décision n 96-035/PRES/MEE - <i>Portant modalités d'exécution de la saison d'exploitation de la faune sauvage.</i>	<p>Article 11 : les quotas sont publiés juste au moment de l'ouverture de la chasse.</p> <p>Article 11 : attribution de quotas importants pour certaines zones</p> <p>Article 14 : latitudes d'abattage trop élevées.</p> <p>Sans commentaires</p>	<p>Connaissance du prochain quota à la fermeture de la saison précédente en vue de la promotion touristique.</p> <p>A modifier annuellement en fonction du taux de réussite de chasse</p> <p>A modifier (Cf. Ci-dessus)</p>
<p>La décision n 97-027/PRES/MEE - <i>Portant agrément de concessionnaires de zones d'exploitation de la faune au Burkina Faso.</i></p> <p>La Zatu n 85-0006/CNR/PRES du 6 décembre 1985 - <i>Portant ouverture de la chasse au Burkina Faso.</i></p>	<p>Limitation de la période annuelle de chasse : trop courte pour rentabiliser économiquement les exploitations</p>	<p>Allongement souhaitable jusqu'au 15 juin</p>

Une relecture de ces textes sera entreprise pour mettre en cohérence l'ensemble des termes employés. Elle visera d'abord comme il est prévu, le Code Forestier, puis dans le même esprit, ses décrets et arrêtés d'application. La préparation de cette relecture relève entièrement du Projet d'appui législatif PNUD et de son prolongement.

Les textes relatifs au FIC sont d'une manière générale insuffisants en ce qui concerne leur abondement. L'adoption d'un statut juridiquement reconnu doit permettre d'augmenter les sources de recette :

- Institution d'une proportionnalité entre les animaux abattus et les sommes versées au FIC. Cette mesure est **indispensable** pour responsabiliser les populations périphériques.
- Institution d'une proportionnalité entre le nombre de chasseurs et de touristes fréquentant la zone et les sommes versées au FIC.

1.2 ETUDE DE LA RENTABILITE ECONOMIQUE DE L'EXPLOITATION DES AIRES CONCEDEES DE FAUNE¹

Au Burkina Faso, les Unités de Conservation de Faune sont subdivisées en un certain nombre de zones dont le nombre varie essentiellement en fonction de la taille des UCF. Ces zones font l'objet de concessions auprès d'opérateurs en vue de leur exploitation.

L'étude de la rentabilité économique de ces zones est décrite au travers de cinq scénarios qui portent sur :

- Une zone moyenne de 47 600 hectares, moyenne des huit zones de chasse de l'Est du pays et dotée d'un plan de tir de 3 lions, 10 buffles et 10 hippotragues, dénommée **TYPE I** dans la suite de l'étude,
- Une zone moyenne double de la précédente, de 95 200 hectares, et dotée d'un plan de tir de 6 lions, 20 buffles et 20 hippotragues, dénommée **TYPE II** dans la suite de l'étude,

Les cinq scénarios envisagés sont les suivants :

- Exploitation en **grande chasse uniquement** d'une zone de **TYPE I**
- Exploitation en **tourisme de vision uniquement** d'une zone de **TYPE I**
- Exploitation en **grande chasse et tourisme de vision** d'une zone de **TYPE I**
- Exploitation en **petite chasse uniquement** d'une zone de **TYPE I**
- Exploitation en **grande chasse uniquement** d'une zone de **TYPE II**

Ces choix prennent leur justification dans le fait qu'il est difficile de concilier les modes d'exploitation de petite chasse avec ceux de la vision et de la grande chasse du fait des différents publics qui y sont associés (à moins de prévoir plusieurs campements séparés sur la même zone).

¹ L'étude complète figure dans un document annexé au présent rapport

1.2.1 LES INVESTISSEMENTS

Les investissements nécessaires à l'exploitation d'une zone de faune portent sur :

1. L'aménagement d'infrastructures : pistes, campement, forages, etc.,
2. l'acquisition de matériel roulant,
3. L'équipement du campement.

Les prestations offertes au niveau du campement et de la zone d'exploitation ont été volontairement choisies de haute qualité pour attirer la clientèle spécifique relative à ce type de loisirs : piscine, bungalows individuels, électricité, climatisation, eau chaude et froide, véhicules confortables, pistes de bonne qualité, etc.

Les campements des deux types de zones sont équipés avec :

Investissements pour l'aménagement des campements

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Coût total
Bungalows		5	3 000 000	15 000 000
Bâtiment principal	m2	120	120 000	14 400 000
Piscine		1	6 000 000	6 000 000
Clôture	m/l	400	250	100 000
Forage camp		1	6 000 000	6 000 000
Véhicule 4 x 4 site		1	25 000 000	25 000 000
Véhicule 4 x 4 transferts		1	28 400 000	28 400 000
Equipement campement		1	3 000 000	3 000 000
Téléphone satellite		1	3 000 000	3 000 000
Réfrigérateur		3	1 000 000	3 000 000
Congélateur		1	700 000	700 000
Machine à glace		1	1 000 000	1 000 000
Climatiseurs		6	600 000	3 600 000
Cuisinière		2	200 000	400 000
Groupe électrogène secours		1	1 000 000	1 000 000
Groupe électrogène site		1	3 000 000	3 000 000
Total équipements				113 600 000

La zone de TYPE I est sillonnée par 250 kilomètres de pistes intérieures et 100 kilomètres de piste périmétrale (construction manuelle à 10 000 F CFA/km). Elle comprend 3 forages pour l'abreuvement des animaux (6 000 000 F CFA/forage). Ceci correspond à un investissement de 21,5 millions de F CFA. **Le montant total des investissements pour la zone de type I est de 135,1 millions de F CFA.**

La zone de TYPE II est sillonnée par 500 kilomètres de pistes intérieures et 200 kilomètres de piste périmétrale (construction manuelle à 10 000 F CFA/km). Elle comprend 6 forages pour l'abreuvement des animaux (6 000 000 F CFA/forage). Ceci correspond à un investissement de 43 millions de F CFA. **Le montant total des investissements pour la zone de type II est de 156,6 millions de F CFA.**

1.2.2 LES CHARGES

Elles se décomposent de la façon suivante :

1. En amortissements,
2. En charges de fonctionnement relatives aux infrastructures, véhicules, salaires, impôts et taxes, divers et consommables.
3. En frais bancaires

1.2.2.1 Calcul des amortissements

Le calcul des amortissements a été effectué sur la base d'un amortissement linéaire sans valeur résiduelle sur une durée de 15 ans pour les infrastructures et de 5 ans pour les véhicules et les équipements.

1.2.2.2 Calcul des charges de fonctionnement

Infrastructures et les équipements

Pour les infrastructures et les équipements, le calcul des charges de fonctionnement a été effectué sur la base d'un pourcentage annuel appliqué à leur valeur initiale.

Ces pourcentages se trouvent dans le tableau suivant :

**Coûts de fonctionnement des infrastructures
et équipements en % de leur valeur initiale**

Type	Coût de fonctionnement En % de la valeur initiale
Pistes	40
Bâtiments	5
Piscine	10
Forage campement	10
Forage zone de chasse/vision	2
Véhicule site ²	20
Equipement campement	5
Téléphone satellite	5
Matériel de froid et de cuisine	10
Groupes électrogènes	15

² Le coût du véhicule de transfert est indexé sur le kilométrage annuel (1 transfert est estimé à 600 km à 250 F CFA/km)

Salaires

Le nombre, la fonction des employés et la durée de leur contrat sont conditionnés par le type d'exploitation de la zone.

Les employés requis, les salaires mensuels hors charges patronales, les salaires patronaux et la durée des contrats se trouvent dans le tableau suivant :

Types, salaires et durée mensuels des contrats des employés des zones d'exploitation

Type d'employé	Salairer mensuel F CFA	Salairer patronal mensuel F CFA	Durée du contrat (mois)
Chauffeur	60 000	73 800	6
Pisteur	30 000	36 900	12
Porteur	30 000	36 900	12
Gérant	100 000	123 000	6
Cuisinier	60 000	73 800	6
Aide cuisinier	30 000	36 900	6
Ménager	30 000	36 900	6
Lavadaire	30 000	36 900	6
Jardinier	30 000	36 900	6
Manœuvre	30 000	36 900	6
Gardien campement	30 000	36 900	6
Mécanicien	40 000	49 200	6
Guide	200 000	246 000	6
Taxidermiste	30 000	36 900	6
Aide taxidermiste	30 000	36 900	6
Serveur	30 000	36 900	6

Les employés restant 6 mois sur le site participent à la préparation et au déroulement de la période d'exploitation.

Les employés restant 12 mois sur le site participent à la préparation et au déroulement de la période d'exploitation. Ils opèrent ensuite l'entretien et le gardiennage du campement et de la zone après la période d'exploitation.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes sont constitués par :

- la taxe de gestion de concession pour un montant de 50 F CFA par hectare,
- la licence d'exploitation de concession pour un montant de 3 000 000 F CFA,
- la licence de guide de chasse pour un montant de 1 000 000 F CFA dans le cas d'un **Burkinabé**.

Les montants de ces taxes sont pris dans le cadre d'une exploitation par un concessionnaire Burkinabé.

Divers et consommables

Cette rubrique est constituée annuellement :

- d'achat de pierres à lécher pour les animaux sauvages de la zone pour un forfait de 200 000 F CFA,
- du coût de revient des repas à 3 500 F CFA l'unité,
- du coût de revient des boissons à 2 500 F CFA par jour et par personne,
- d'achat de carburant pour le fonctionnement de la centrale énergétique pour un forfait de 1 000 000 F CFA,
- des coûts de publicité pour un forfait de 6 000 000 F CFA.

1.2.2.3 Emprunt

Il sera considéré que les exploitants pourraient contracter un emprunt à hauteur de 70 % du montant total des investissements de départ. Cet emprunt serait remboursé en 15 annuités au taux de 13 %, coût actuel du crédit sur le marché bancaire au Burkina Faso.

1.2.3 PRODUITS DES SCENARIOS DE L'ETUDE

Petite chasse

Dans le cadre des scénarios de cette étude, pour la petite chasse, les produits sont constitués pour un safari d'une durée moyenne de 6 jours avec 6 personnes de :

Produits issus d'un safari petite chasse pour une personne

Type de produit	Total/personne	Total/personne/jour
Transferts	25 000	4 167
Nuitées	120 000	20 000
Repas	90 000	15 000
Boissons	60 000	10 000
Frais de transport locaux	54 000	9 000
Cartouches	23 333	3 889
Frais de chasse	360 000	60 000
Total	732 333	122 056

On considère que la zone de type I est exploitée pour la petite chasse du 16 décembre au 31 mai de l'année ce qui permet la réalisation d'environ 28 safaris de 6 jours chacun répartis sur 167 jours. Ces safaris accueillent 6 chasseurs chacun.

Grande chasse sur une zone de TYPE I

Dans le cadre des scénarios de cette étude, pour la grande chasse, les produits sont constitués pour un safari d'une durée moyenne de 12 jours avec 1 ou 2 chasseurs de :

Produits issus d'un safari grande chasse pour 1 ou 2 chasseurs

Type de produit	Total/personne 2 chasseurs	Total/personne/jour 2 chasseurs	Total/personne 1 chasseur	Total/personne/jour 1 chasseur
Transfert	75 000	6 250	150 000	12 500
Nuitées	384 000	32 000	384 000	32 000
Repas	288 000	24 000	288 000	24 000
Boissons	192 000	16 000	192 000	16 000
Frais de chasse	2 646 000	220 500	3 804 000	317 000
Frais de transport locaux	162 000	13 500	324 000	27 000
Total grande chasse	3 747 000	312 250	5 142 000	428 500

On considère que la zone de type I avec son plan de tir de 3 lions, 10 buffles et 10 hippotragues permet la réalisation d'environ 8 safaris de 12 jours chacun répartis sur 96 jours pendant la période de chasse autorisée. Il a été prévu que 50 % de ces safaris se dérouleraient avec un seul chasseur et 50 % avec deux chasseurs.

Pour l'hôtellerie, du fait des accompagnants, dans le cas de la grande chasse, on considère qu'en moyenne un chasseur correspond à 1,6 personne.

Exploitation en grande chasse d'une zone de TYPE II

On considère que la zone de type II avec son plan de tir de 6 lions, 20 buffles et 20 hippotragues permet la réalisation d'environ 16 safaris de 12 jours chacun répartis sur 182 jours, en admettant que la saison de chasse puisse se dérouler du 16 décembre au 15 juin de l'année. Il a été prévu que 50 % de ces safaris se dérouleraient avec un chasseur et 50 % avec deux chasseurs.

Tourisme de vision

Pour le tourisme de vision, dans le cadre des scénarios de cette étude, les prestations globales seront facturées respectivement à 72 000 ou 150 000 F CFA par jour et par personne pour un safari d'une durée moyenne de 3 jours avec 7 personnes.

Les prestations comprennent : les transferts à 150 000 F CFA l'unité, les nuitées à 20 000 F CFA/jour, les repas à 15 000 F CFA l'unité, les boissons à 5 000 F CFA/jour, les frais de transport locaux dans la zone sur la base de 270 F CFA/km.

On considère que la zone de type I est exploitée du 15 décembre au 15 juin. Ceci permettrait une exploitation pendant 167 jours et une réalisation maximum de 56 safaris composés chacun de 7 personnes sur une durée de 3 jours.

Exploitation en grande chasse et tourisme de vision d'une zone de TYPE I

On considère qu'une zone de type I avec son plan de tir de 3 lions, 10 buffles et 10 hippotragues permet :

- la réalisation d'environ 8 safaris de grande chasse de 12 jours chacun répartis sur 96 jours,
- et une exploitation en tourisme de vision pendant 77 jours avec une réalisation maximum de 26 safaris composés chacun de 7 personnes sur une durée de 3 jours.

Ceci suppose que la période autorisée de chasse puisse s'étendre du 1^{er} janvier au 15 juin de l'année. Il a été prévu que 50 % de safaris de grande chasse se dérouleraient avec un chasseur et 50 % avec deux chasseurs.

1.2.4 RESULTATS DE L'ETUDE

Cette étude portant sur la rentabilité économique des aires de faunes au Burkina Faso montre que :

- I.** Il est indispensable de privilégier des niveaux d'investissements élevés pour attirer la clientèle liée à ce type de loisirs,
- II.** La ligne budgétaire dédiée aux véhicules rentre dans une part très importante de la totalité du budget d'investissements (de 35 à 46 %) du fait des coûts élevés des véhicules neufs au Burkina Faso. Cette part pourrait être réduite en optant pour l'achat de véhicules d'occasion. Cependant les charges de fonctionnement liées à ces véhicules augmenteraient.
- III.** Les niveaux des investissements et des charges d'exploitation justifient les prix des prestations facturées dont les valeurs planchers ne devraient pas être inférieures à :
 - 120 000 F CFA/jour/personne ou 720 000 F CFA/personne pour un safari de 6 jours dans le cas de la petite chasse,
 - 150 000 F CFA/jour/personne ou 450 000 F CFA/personne pour un safari de 3 jours dans le cas du tourisme de vision,
 - 310 000 F CFA/jour/personne ou 3 720 000 F CFA/personne pour un safari de 12 jours dans le cas de la grande chasse pour deux chasseurs,
 - 430 000 F CFA/jour/personne ou 5 160 000 F CFA/personne pour un safari de 12 jours dans le cas de la grande chasse pour un chasseur,
- IV.** Le tableau suivant synthétise les résultats des calculs et démontre la rentabilité des différentes valorisations commerciales des zones en fonction de leur fréquentation et du prix de vente des prestations :

Seuils de rentabilité des différentes valorisations commerciales

	Tarif des prestations F CFA Personne/jour	Avec emprunt		Sans emprunt	
		Seuil de rentabilité	Nombre De safaris	Seuil de rentabilité	Nombre de safaris
Petite chasse	120 000	117 chasseurs	20	84 chasseurs	14
Grande chasse sur 45 000 Ha	310 000 (2 chasseurs) 430 000 (1 chasseur)	Non rentable	Non rentable	Non rentable	Non rentable
Tourisme de vision sur 45 000 Ha	72 000	351 touristes	51	273 touristes	39
	150 000	195 touristes	28	156 touristes	23
Grande chasse et Tourisme de vision sur 45 000 Ha³	72 000	Non rentable	Non rentable	10 chasseurs + 82 touristes	8 grandes chasses + 12 safaris vision
	150 000	10 chasseurs + 82 touristes	8 grandes chasse + 12 safaris vision	8 chasseurs + 62 touristes	6 grandes chasses + 9 safaris vision
Grande chasse sur 100 000 Ha	310 000 (2 chasseurs) 430 000 (1 chasseur)	20 chasseurs	15 grandes chasses	16 chasseurs	12 grandes chasses

- i. L'exploitation en grande chasse uniquement d'une zone de 45 000 hectares ne semble pas rentable. Pour obtenir une rentabilité relative sur ce mode d'exploitation, il faudrait :
- Doubler la surface de la zone et rallonger la période de chasse jusqu'au 15 juin de l'année ce qui permettrait de réaliser au maximum 16 safaris (23 chasseurs) en profitant d'économies d'échelle. Le seuil de rentabilité dans ce cas de figure serait atteint :
 - ✓ avec un taux de remplissage supérieur ou égal à 70 % (16 chasseurs) sans tenir compte d'un emprunt,
 - ✓ avec un taux de remplissage égal à 90 % (20 chasseurs) en contractant un emprunt,
 - Ou encore, compléter les périodes sans exploitation de grande chasse avec du tourisme de vision facturé à un niveau de :

³ L'exploitation mixte **grande chasse et tourisme de vision sur une zone de type II** serait évidemment rentable : elle ne concerne qu'une seule zone, le Singou. Cette zone n'ayant jamais été aménagée ni exploitée, tout dépendra du dynamisme technique et commercial du concessionnaire.

- ✓ 150 000 F CFA/jour/personne ou 450 000 F CFA/personne pour un safari de 3 jours avec un taux de remplissage de 80 % minimum (soit 82 touristes pendant 12 safaris de vision et 10 chasseurs par saison) en contractant un emprunt et un taux de remplissage de 60 % minimum (soit 62 touristes pendant 9 safaris de vision et 8 chasseurs par saison) sans tenir compte d'un emprunt.
 - ✓ 72 000 F CFA/jour/personne ou 216 000 F CFA/personne pour un safari de 3 jours avec un taux de remplissage de 80 % (soit 82 touristes pendant 12 safaris de vision et 10 chasseurs par saison) sans tenir compte d'un emprunt.
- ii. L'exploitation en petite chasse uniquement d'une zone de 45 000 hectares pourrait être rentable :
- avec un taux de remplissage de 70 % minimum, soit avec 117 chasseurs par saison (20 safaris de petite chasse) en contractant un emprunt,
 - avec un taux de remplissage de 50 % minimum, soit avec 84 chasseurs par saison (14 safaris de petite chasse) sans tenir compte d'un emprunt.
- iii. L'exploitation en vision uniquement d'une zone de 45 000 hectares :
- pourrait être rentable à condition de facturer les prestations à un niveau de 150 000 F CFA/jour/personne ou 450 000 F CFA/personne pour un safari de 3 jours avec un taux de remplissage de 50 % minimum, soit 195 personnes par saison (28 safaris de vision) en tenant compte d'un emprunt et un taux de remplissage de 40 % minimum, soit 156 personnes par saison (23 safaris de vision) sans contracter d'emprunt.
 - pourrait être rentable à condition de facturer les prestations à un niveau de 72 000 F CFA/jour/personne ou 216 000 F CFA/personne pour un safari de 3 jours avec un taux de remplissage de 90 % minimum, soit 351 personnes par saison (51 safaris de vision) en tenant compte d'un emprunt et un taux de remplissage de 70 % minimum, soit 273 personnes par saison (39 safaris de vision) sans contracter d'emprunt.

1.3 PROPOSITION DE CLASSIFICATION DES AIRES CONCEDEES

Les aires concédées prises en considération par le projet peuvent être classées au vu du chapitre précédent et avec les hypothèses de durées annuelles d'exploitation présentées en allongeant la saison de chasse jusqu'au 15/06 de l'année (Cf. Chronogramme ci-dessous).

Proposition de chronogramme pour le déroulement du tourisme de vision et de la grande chasse pendant la saison

Décembre	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Vision																															
Janvier	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Grande chasse																															
Vision																															
Février	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28			
Grande chasse																															
Mars	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Vision																															
Avril	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
Vision																															
Mai	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Grande chasse																															
Juin	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
Grande chasse																															

La classification des zones concédées dans l'Est se trouve dans le tableau ci-dessous. Les chiffres figurant dans ce tableau correspondent aux minima de fréquentation des zones.

Zones concédées	Surfaces	Type d'exploitation				
		GC	GC + TV (72 000 F CFA/ j)	GC + TV (150 000 F CFA/ j)	TV (72 000 F CFA/ j)	TV (150 000 F CFA/ j)
Singou	151 800 ha	R	R	R	R	R
Ouamou/Ougarou	65 000 ha	NR	10 C + 82 T	8 C + 62 T	273 T	156 T
Pama Centre Sud	51 700 ha	NR	10 C + 82 T	8 C + 62 T	273 T	156 T
Pagou-Tandougou ¹	35 000 ha	NR	10 C + 82 T	8 C + 62 T	273 T	156 T
Koakrana	25 000 ha	NR	NR	8 C + 62 T	273 T	156 T
Konkonbouri	65 000 ha	NR	NR	8 C + 62 T	273 T	156 T
Pama Nord	81 500 ha	R	R	R	R	R
Pama Sud ¹	60 800 ha	R	R	R	R	R
La Mou	30 000 ha	NR	NR	NR	273 T	156 T
Bontioli	15 000 ha	NR	NR	NR	225 T	125 T
Estimation total EST	581 000 ha	NR	90 C + 600 T	75 C + 550 T	2 300 T	1 500 T

Légende du tableau :

GC = Grande Chasse

GC + TV = Grande Chasse et Tourisme de Vision

C = Chasseur

T = Touriste

R = rentabilité probable en fonction du quota de chasse actuellement en cours. Le taux de fréquentation minimum n'a pas été calculé, mais il doit être légèrement supérieur aux seuils calculés pour les zones de 45 000 ha (entre 1 et 1,5 fois ce seuil)

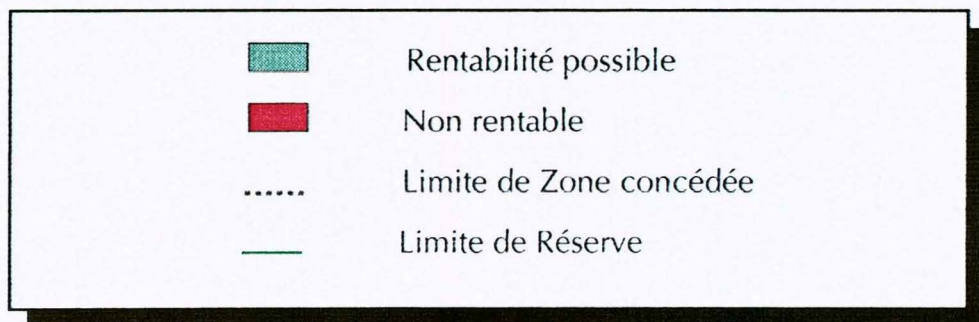
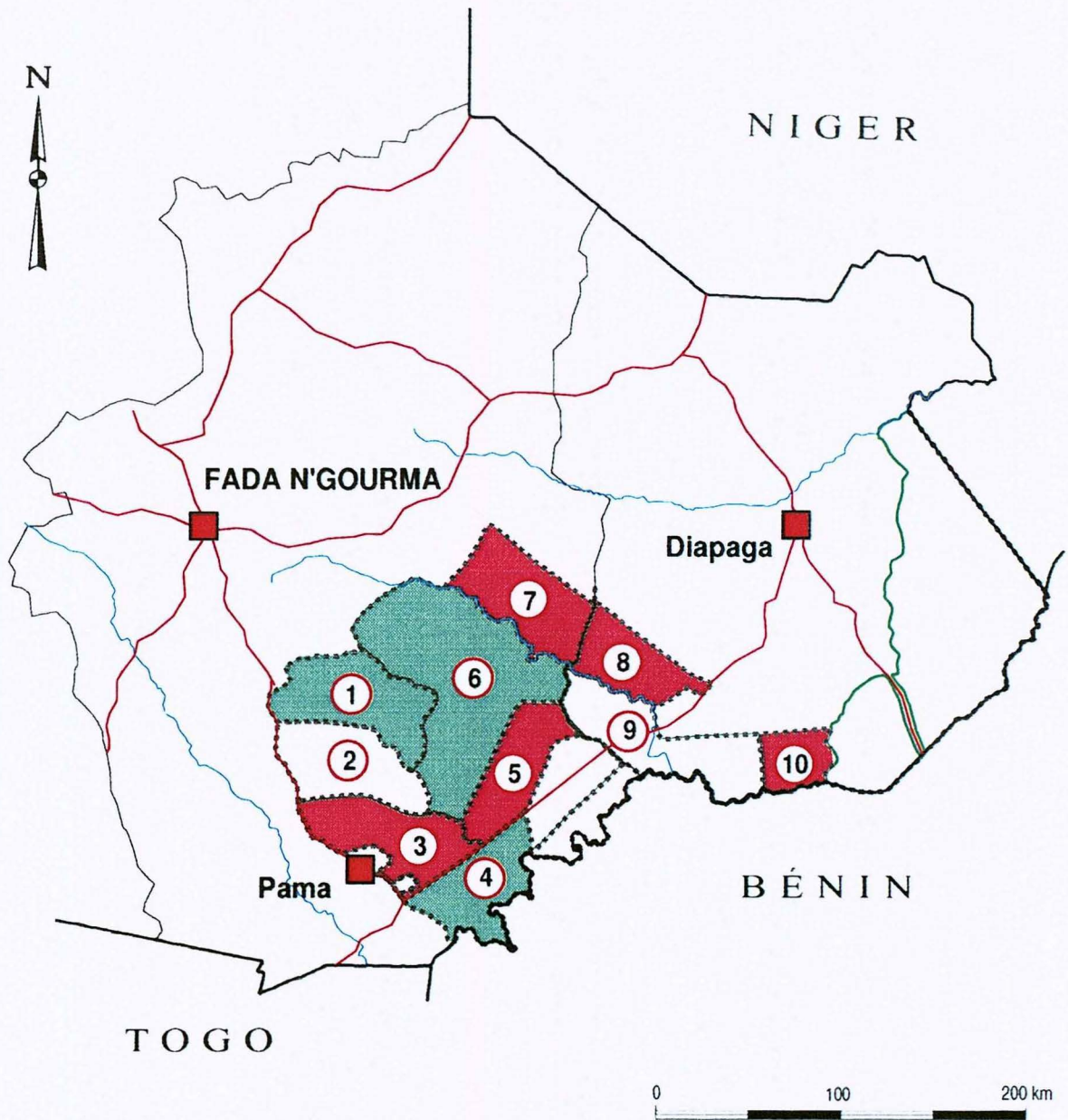
NR = Non Rentable dans la situation actuelle.

X = nombre de personnes nécessaires pour atteindre la rentabilité.

Dans ce cas, le quota autorise la rentabilité, mais il n'est pas réalisé : le seuil d'exploitation n'est-il pas déjà dépassé ?

Carte 1

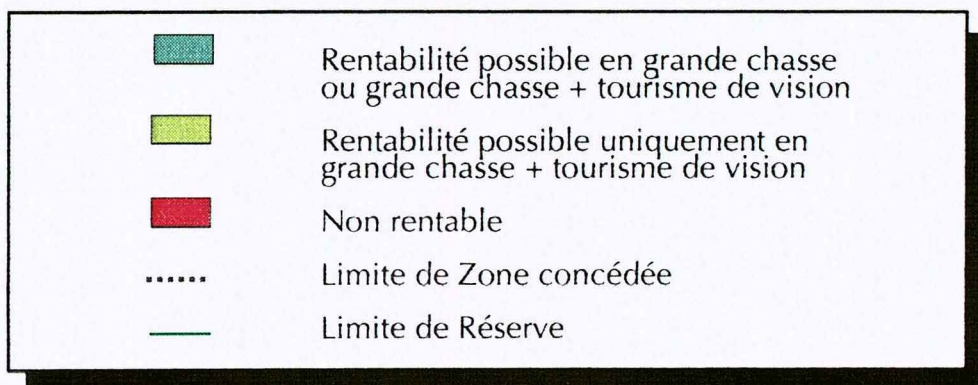
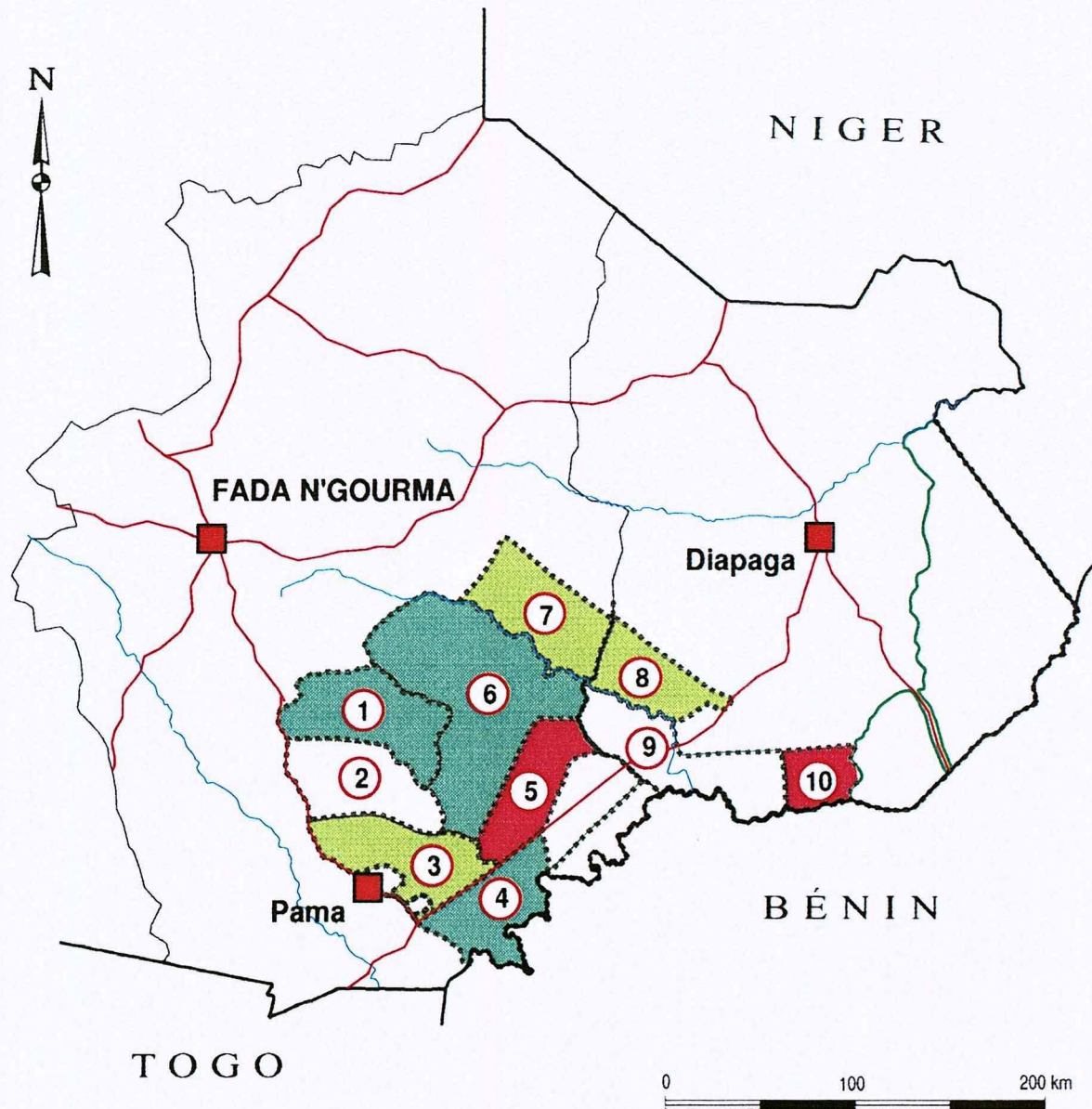
Exploitation des zones concédées en grande chasse selon les quotas actuels (Burkina Faso)



© CIRAD-EMVT, décembre 98

Carte 2

Exploitation des zones concédées en grande chasse et tourisme de vision (72 000 F CFA par jour)



Il est à rappeler que :

- La petite chasse sera pratiquée dans les zones villageoises en périphérie des zones concédées. Il est à noter que dans ce cas, 1 chasseur de petite chasse correspond à 3,4 touristes de vision (72 000 F CFA/ j) et 1,6 touristes de vision (150 000 F CFA/j).
- Les deux types de chasse sont incompatibles de manière concomitante à moins de disposer de 2 campements séparés.
- **La taille de la plupart des zones concédées apparaît comme insuffisante pour atteindre leur rentabilité économique. Aussi, le regroupement de concessions de petite taille permettrait d'en viabiliser l'exploitation.**

En ce qui concerne les zones de l'Est, la rentabilité économique serait atteinte en grande chasse à partir de 90 à 100 chasseurs selon les découpages des zones concédées, soit environ 5 % des parts de ce type de marché en Afrique (permis de chasse pour les zones de chasse non clôturées). Le taux de fréquentation est actuellement atteint (permis grande chasse et mixte délivrés dans l'Est pour 1998 : 135) mais les coûts des prestations n'atteignent pas les niveaux présentés dans l'étude économique (environ 50 % inférieurs en moyenne).

Pour le tourisme de vision, il faut envisager environ 1 500 à 2 300 visiteurs selon les prix des prestations pour atteindre une rentabilité économique de la globalité des aires concédées de l'Est. A titre de comparaison, l'Afrique Australe et orientale accueille actuellement 2 000 000 de touristes annuellement. La part de marché du Burkina Faso s'élèverait dans ce cas à 0,1 %.

1.4 ARTICULATION DU PROJET AVEC LES PROJETS EXISTANTS

1.4.1 PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL DE L'EST (ADELE)

Etat des lieux

Ce programme financé par la Coopération Suisse est la suite d'une première phase qui a été exécutée par l'UICN pendant deux ans. Il s'appuie donc sur les acquis de cette première phase basée essentiellement sur la sensibilisation et la formation des populations riveraines à la gestion des ressources naturelles, en élargissant son champ d'action au développement local.

Concrètement, la phase I a mis en place un comité de concertation et déterminé les limites des réserves concernées en fonction de leurs décrets initiaux de classement.

Sur 25 villages identifiés au départ, cette phase n'a concerné en définitive que 11 villages répartis dans les provinces du Gourma et de la Tapoa.

Pour le programme ADELE, il s'agira d'œuvrer à l'intégration des populations à la gestion des ressources (partenariat avec les concessionnaires), d'appuyer les initiatives émergentes en matière de développement local (financement de micro projets) et de matérialiser par des plantations d'arbres, les limites des réserves déterminées lors de phase I.

Pour ce faire, le programme ADELE aimerait continuer à animer les trois zones actuellement couvertes :

- Zone de Logobou-Namounou,
- Zone de Matiakoali-Kantchari,
- Zone de Diabo-Diapangou-Yamba.

Les deux premières zones se situent dans les régions couvertes par le projet. La dernière n'est pas contiguë à une zone classée.

En plus de ces trois zones, le projet envisage de s'étendre dans la mesure du possible à d'autres régions de l'Est.

L'idée est de travailler prioritairement avec les villages de la phase I en y ajoutant quelques nouveaux villages. Pour le moment cependant, le programme ADELE n'a pas encore arrêté une liste précise de ses villages partenaires.

L'ambition du programme ADELE, dont le coût total est de 1,6 milliards de francs CFA, est d'aboutir à la fin du projet, à un impact significatif en matière de développement local dans les villages concernés (infrastructures villageoises, comptes bancaires dans les caisses populaires dont les bénéficiaires peuvent assurer la gestion, etc.).

La mise en œuvre devrait être confiée à une agence d'exécution nationale ou internationale.

Articulation possible entre le projet « Appui aux Unités de Conservation ... » et le programme ADELE

Une partition géographique des aires d'intervention d'ADELE et du Projet doit être définie par concertation, les objectifs de développement en zones périphériques des aires de faune étant les mêmes. Cependant cette partition géographique du projet ADELE n'est pas à l'ordre du jour.

Il n'existe pas d'obstacle à ce que ADELE intervienne sur les zones précitées. Il restera à couvrir par le Projet AFD :

- les villages au sud de la route Fada - Ougarou,
- les villages à l'ouest de la route Fada - Pama
- et la préfecture de Madjoari.

La zone périphérique du Parc d'Arly (Logobou - Namounou) demandera une concertation plus précise entre les bailleurs de fonds.

La présence de ces deux projets permettra de couvrir l'ensemble des aires fauniques de l'Est en cumulant les crédits de développement.

1.4.2 LE PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENT DU PARC « W »

Etat des lieux

Le programme régional d'aménagement du parc « W » est un vaste complexe régional d'aires protégées qui s'étend notamment entre le parc national de la Pendjari au Bénin, dans le Sud-Ouest, les réserves d'Arly et du Singou au Burkina Faso à l'Ouest et, dans le Nord le grand parc national du W du fleuve Niger situé à cheval entre le Bénin, le Niger et le Burkina Faso, ainsi que leurs zones d'influences respectives, soit au total près de cinq (5) millions d'hectares.

D'un montant total de 20 millions d'ECUS financé par l'Union Européenne dans le cadre du 7ème et 8ème FED, l'objectif global du programme est d'inverser les processus de dégradation des ressources naturelles et de préserver la diversité biologique dans le complexe régional au bénéfice des populations, et plus particulièrement des populations riveraines.

Le programme comporte quatre composantes :

- une composante régionale chargée de la coordination et dont le budget est de 11 000 000 d'ECUS,
- trois composantes nationales ayant chacune un budget de 3 000 000 d'ECUS.

Au Burkina Faso, le site d'intervention du programme selon le document du projet devra couvrir une superficie d'environ 1 000 000 d'hectares, soit l'ensemble des aires fauniques de l'Est, avec toutefois un accent particulier sur le parc «W » et ses zones périphériques.

Le financement de ce programme européen est en gestation depuis 1987 et sa mise en place n'est pas encore acquise. Une décision définitive doit être prise par la Commission Européenne avant le 31/12/98.

Articulations possibles entre le projet «Appui aux unités de conservation...» et la composante nationale du programme régional « W »

L'ambition du programme régional « W » de couvrir l'ensemble des aires de faune de l'Est devrait être reconsidérée pour tenir compte des autres « programmes faune » de la région.

En effet, s'il est vrai qu'à l'origine de la conception de ce programme (il y a de cela 10 ans) aucun autre projet du même genre n'existait à l'Est, la situation n'est plus la même de nos jours. Pour plus d'efficacité en matière d'intervention, les différents programmes gagneraient à se compléter.

Ainsi par exemple, le programme régional prévoit d'agrandir sur le même modèle que Kaabougou (prévu pour être le véritable QG du parc W), les postes d'Arly et de Pama et la réfection de la piste Tindangou-Arly-Diapaga.

Au cas où le projet UE verrait le jour, il serait bon qu'il se concentre sur l'unité de conservation du W et sur la réfection de la piste Tindangou-Arly-Diapaga dont le coût ne peut être inscrit sur le budget du présent projet.

1.4.3 PROGRAMME D'ELEVAGE A L'EST DU BURKINA FASO

Etat des lieux

Ce projet est en phase de lancement. Il est financé par la BADEA (Banque Arabe de Développement Economique en Afrique) pour un montant de 4 milliards de F CFA et le Burkina Faso pour un montant de 1 milliard de F CFA.

Il a pour objet d'améliorer les trois couloirs de transhumance (infrastructures) :

- Fada – frontière du Niger,
 - Fada – frontière du Bénin,
 - Diapaga – Arly – Tindangou,
- et l'aménagement de zones d'accueil pastorales.

Articulation possible entre le projet « Appui aux Unités de Conservation ... » et le programme d'élevage à l'Est du Burkina Faso

Des actions seront à mettre en place au niveau du couloir de transhumance qui traverse le Parc d'Arly et longe quatre zones de chasse.

Au niveau des choix géographiques et de la taille des zones pastorales, des priorités devront être établies de façon concertée entre les deux projets.

1.4.4 PROGRAMME « 500 FORAGES A L'EST DU BURKINA FASO »

Etat des lieux

Ce projet est en phase de lancement. Il est financé par l'Arabie Saoudite. Le maître d'oeuvre est la GTZ.

Il a pour objet l'implantation de 500 forages dans les régions de l'Est. Le projet est en cours de sélection des villages bénéficiaires.

Articulation possible entre le projet « Appui aux Unités de Conservation ... » et le programme d'élevage à l'Est du Burkina Faso

Une coordination sera à envisager pour le choix des sites de forage en relation avec les villages périphériques des zones de faune.

2 LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2.1 PRESENTATION GENERALE

Le projet sera concentré principalement sur trois axes distincts dont la maîtrise d'ouvrage sera confiée au Ministère de l'Environnement et de l'Eau :

- à l'Est dans la zone comprise entre les axes routiers Fada - frontière du Niger et Fada-frontière du Bénin à l'exclusion de l'UC du W.
- sur l'aire de répartition des éléphants autour de Boromo et la forêt de La Mou,
- sur des actions de conservation générale de la faune sur l'ensemble du territoire national.

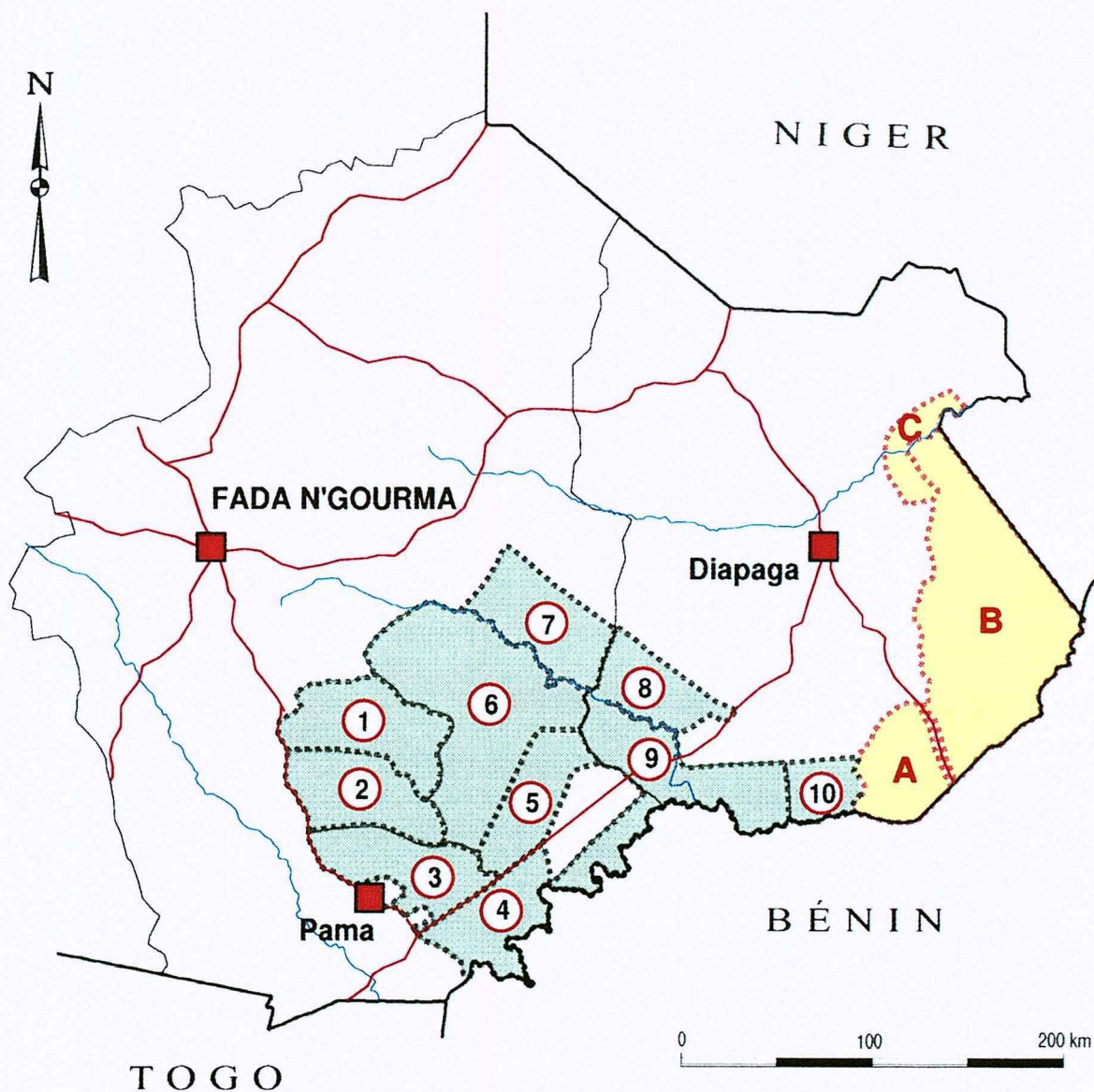
A l'Est du Burkina Faso :

Les actions porteront sur le maintien et le développement des ressources fauniques dans les aires concédées par le biais d'opérateurs privés, l'appui au développement local dans les zones périphériques, ainsi qu'un appui central et délocalisé aux différentes structures d'Etat et privées.

Carte 3

Aires concédées prises en compte par le Projet

(Burkina Faso)



Aires concédées
prises en compte par le projet

- 1 — Pama Nord
- 2 — Pama Centre Nord
- 3 — Pama Centre Sud
- 4 — Pama Sud
- 5 — Konkombouri
- 6 — Singou
- 7 — Wamou (= Ougarou)
- 8 — Arly - Tandougou
- 9 — Parc National d'Arly
- 10 — Koakrana



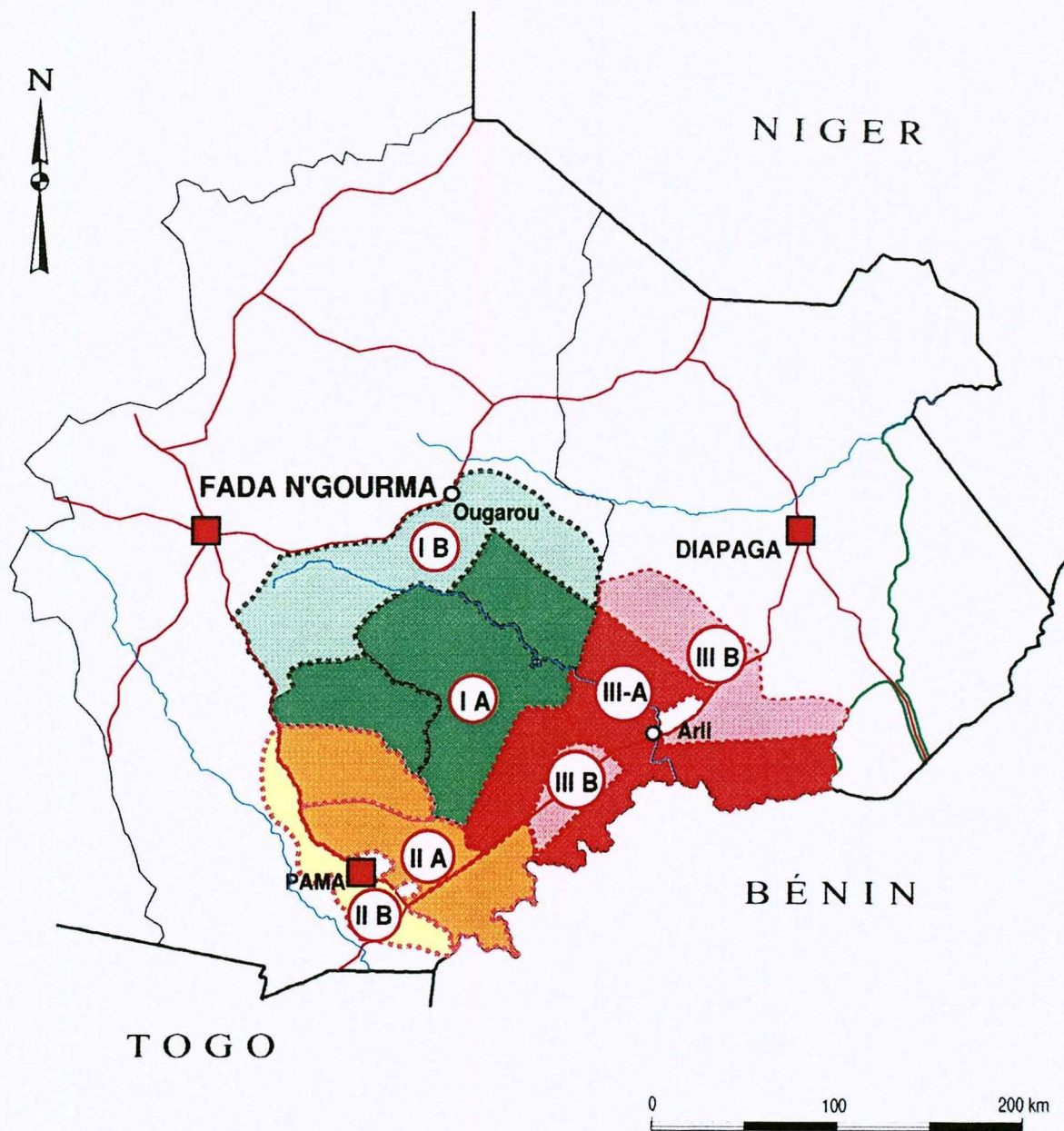
Unités de Conservation du W
non prises en compte par le projet







- A — Kondio
- B — P.N. du W
- C — Tapoa Djerma

Carte 4

Localisation des Unités de Conservation

(Burkina Faso)



<u>U.C. de Wamou</u>	<u>U.C. de Pama</u>	<u>U.C. d' Arly</u>
 I A : Aires protégées concédées	 II A : Aires protégées concédées	 III A : Aires protégées concédées
 I B : Zones villageoises périphériques	 II B : Zones villageoises périphériques	 III B : Zones villageoises périphériques

© CIRAD-EMVT, décembre 98

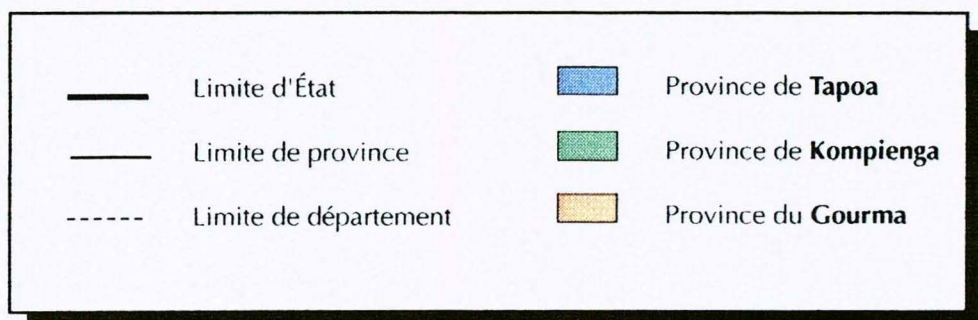
Carte 4A

Provinces de l'Est

(Burkina Faso)



0 100 200 km

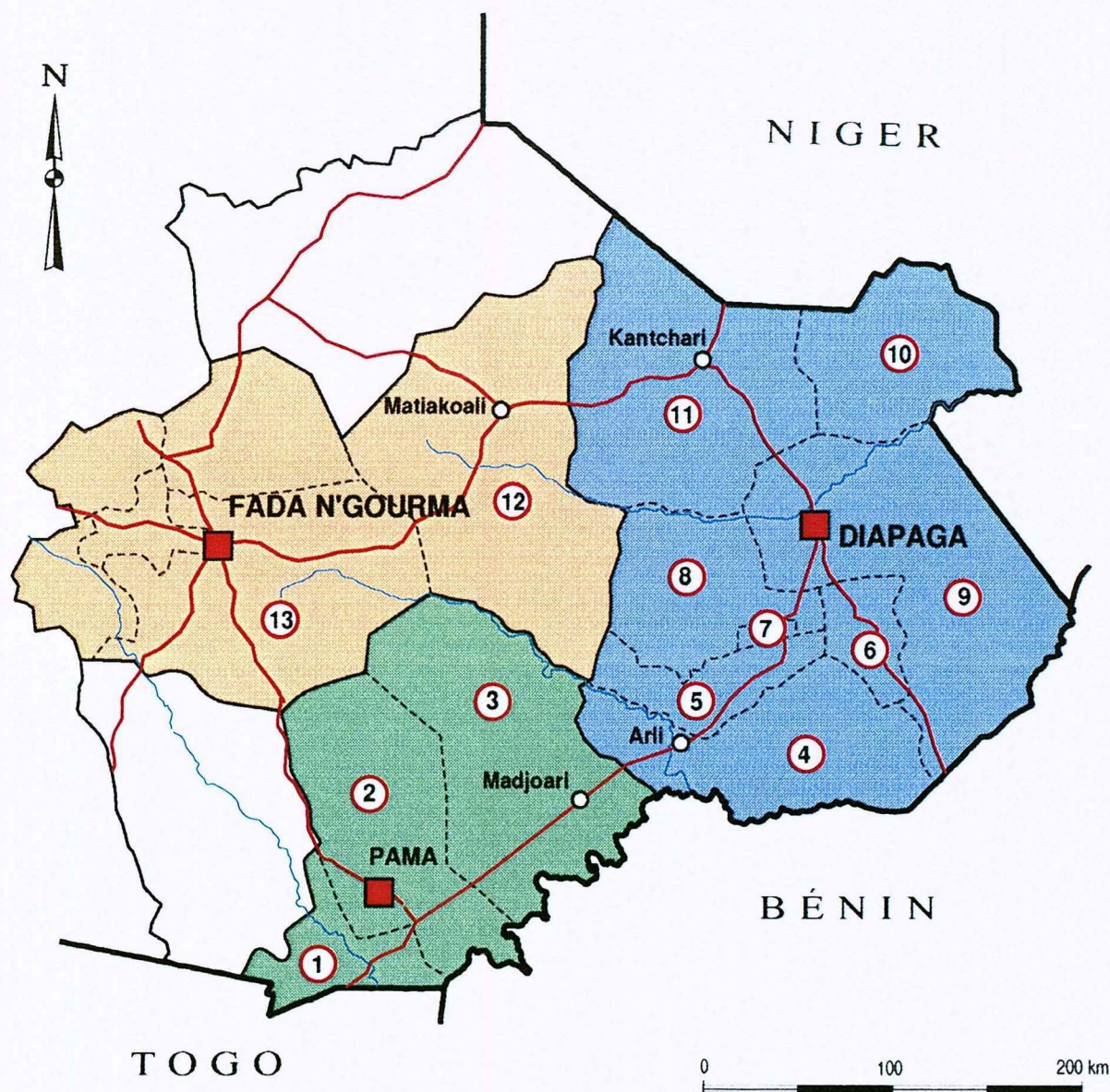


© CIRAD-EMVT, décembre 98

Carte 4B

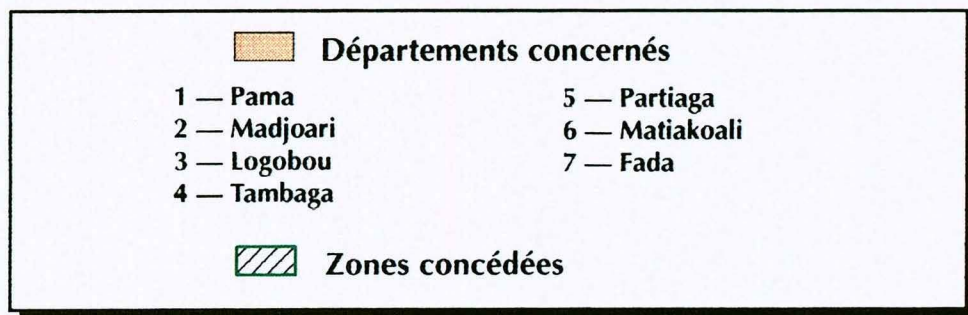
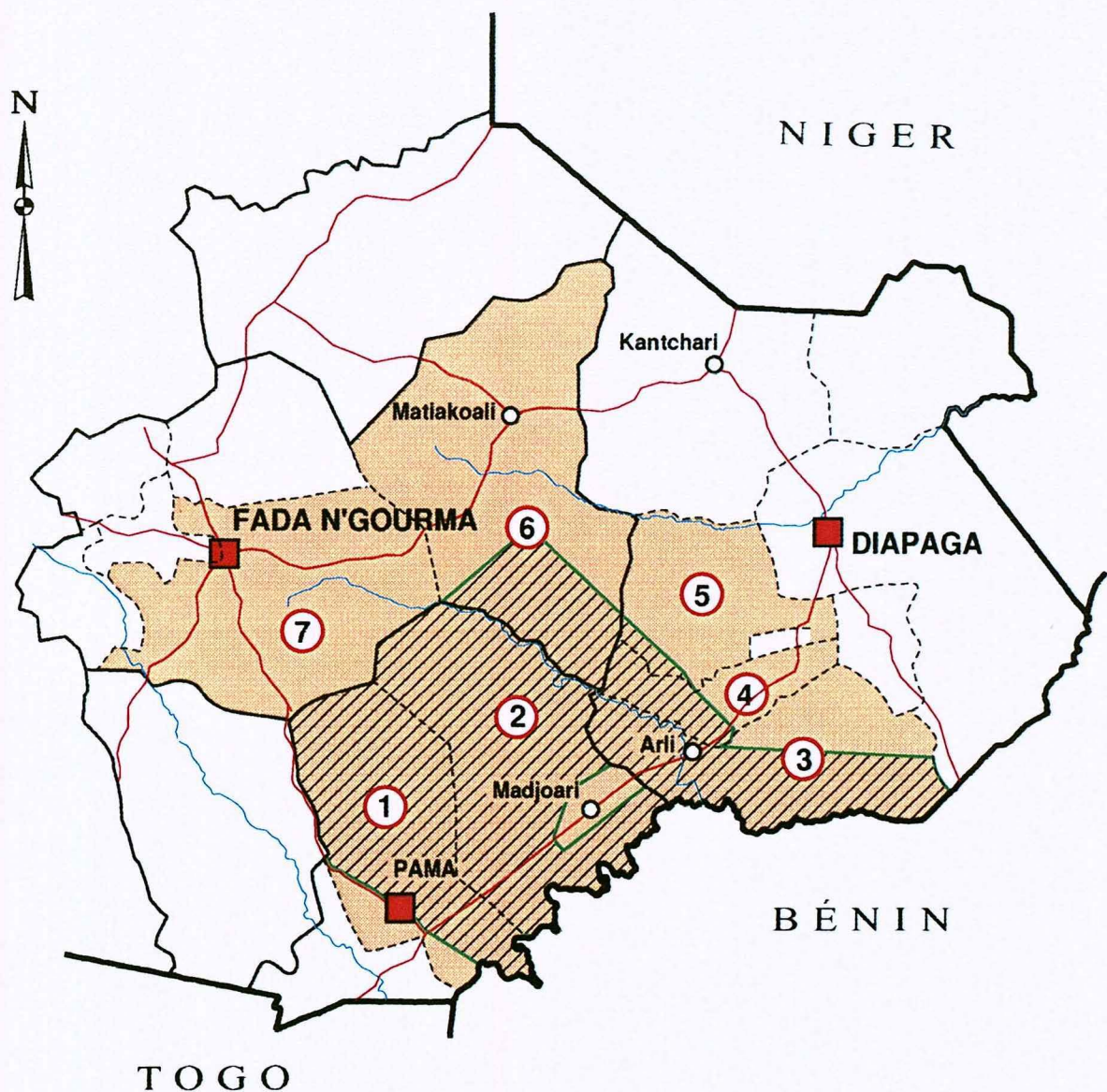
Liste des Départements

(Burkina Faso)



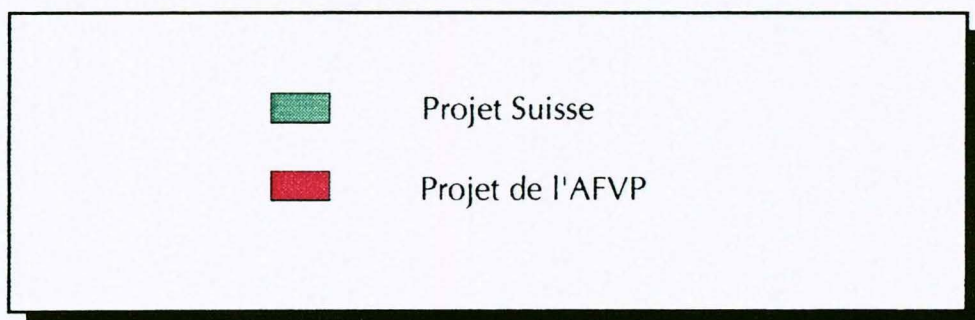
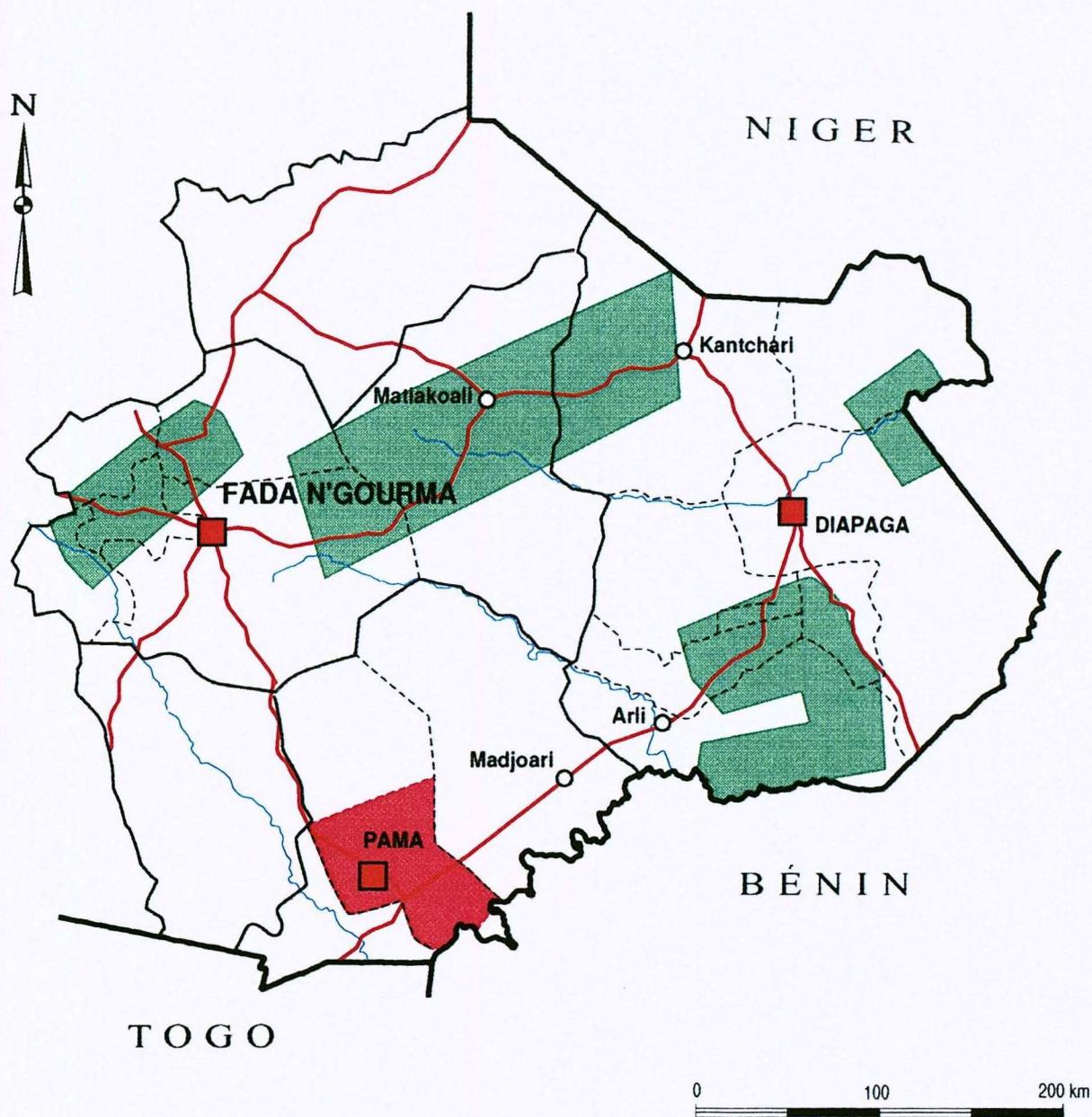
Province de KOMPIEGA	Province de TAPOA	Province du GOURMA
1 — Kompienga	4 — Logobou	12 — Matiakoali
2 — Pama	5 — Tambaga	13 — Fada
3 — Madjoari	6 — Tansarga	
	7 — Namounou	
	8 — Partiaga	
	9 — Diapaga	
	10 — Botou	
	11 — Kantchari	

Départements concernés par l'animation des FIC (Burkina Faso)



© CIRAD-EMVT, décembre 98

Zones de concentration d'action du Projet Suisse et du Projet de l'AFVP (Burkina Faso)



© CIRAD-EMVT, décembre 98

Une structure centrale légère d'appui localisée à Ouagadougou (Direction de la Faune et de la Chasse) constituée par un cadre national, un secrétariat et un assistant technique expatrié financé par le FAC coordonnera :

- Le développement des produits économiques issus des aires concédées par :
 - la diffusion de thèmes techniques : formations en commercialisation et en techniques de gestion, appui à la profession (guides de chasses et de tourisme, Royaume du trophée),
 - la construction d'infrastructures : forages, pistes, postes de garde...
- La gestion de ces retombées économiques par l'utilisation des **FIC** au niveau des populations riveraines. Ces FIC, **Fonds d'Intérêt Collectifs** seront constitués par la partie des recettes des concessions et attribuée aux villages. Les villages concernés par le FIC sont ceux directement riverains aux aires de faune (les seuls concernés par les revenus de la taxe de concession) ou ceux se trouvant dans les zones de petite chasse.

Les FIC sont constitués par un compte bancaire correspondant à chaque CVGF. Les textes actuels prévoient un abondement qui doit être significativement plus élevé à l'avenir pour être motivant pour les populations : proportionnalité entre les abattages et la fréquentation touristique et l'abondement du FIC.

Ces fonds seront gérés par les villageois (**Comités Villageois de Gestion de la Faune, CGVF**) avec l'appui d'un technicien animateur du projet. Les villages pourront, à partir de l'abondement des FIC prétendre à une contrepartie financière (**FIL : Fonds d'Investissement Local**) du projet pour la mise en oeuvre d'actions de développement local qu'ils auront identifiées.

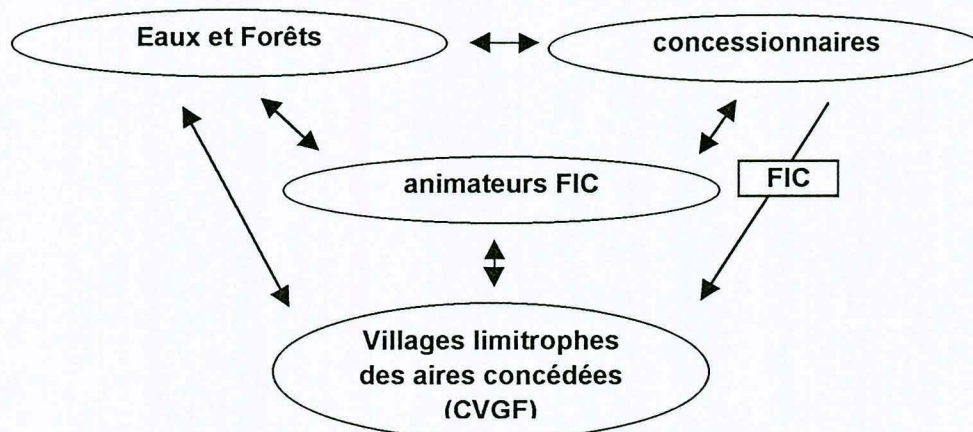
Ceci justifie donc la distinction entre FIC et FIL. Les FIC et les FIL ne pourront être fusionnés.

Les associations de chasseurs quand elles sont présentes (Ouest du pays seulement) peuvent naturellement évoluer en CVGF. Cela leur permettrait en s'articulant autour du FIC d'avoir une réalité qu'elles n'ont pas à l'Est : c'est aussi ce qu'il manque souvent aux CVGF actuels pour être fonctionnels.

Un des rôles des animateurs sera de faire l'interface entre :

- Les CVGF,
- Les concessionnaires
- Et les forestiers de l'Unité de Conservation.

En particulier, il contribuera à l'emploi de la main d'oeuvre villageoise et à ses conditions d'embauche.



Relations fonctionnelles entre les animateurs techniques et les acteurs du projet

De ce fait, on assistera à une meilleure collaboration entre tous les partenaires au niveau de la mise au point et de la mise en oeuvre des plans de gestion de la concession.

Une formalisation des relations entre les différents acteurs est prévue dans la contractualisation (Cf. Plus bas) comme cela a été le cas à Arly.

On prévoit 3 animateurs de niveau universitaire pour les 8 concessions concernées.

Le développement local sera mise en oeuvre par des opérateurs (ONG, bureaux d'étude, etc.) présents sur place. Ces opérateurs seront placés sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture (par l'intermédiaire d'un Comité de pilotage du Ministère de l'Agriculture) en tant que maître d'ouvrage délégué par le Ministère de l'Environnement et de l'Eau. Dans ce cas, il pourrait s'agir de :

- province de la Tapoa : prolongation du PADL Tapoa,
- région d'action actuelle de ADELE : opérateur à définir par la coopération suisse,
- province de la Kompienga : un opérateur pour l'axe Fada-Pama (type AFVP) et un autre pour la préfecture de Madjoari.

Les FIL sont déjà abondés par les projets qui interviennent actuellement dans les deux premières zones. Le projet AFD n'aurait qu'à financer les FIL de la province de la Kompienga.

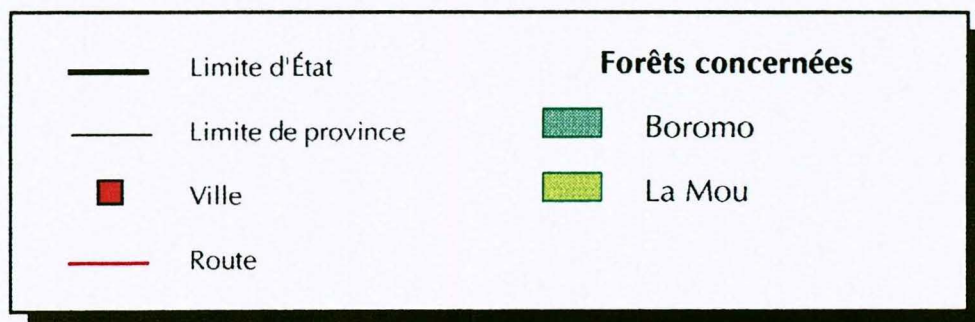
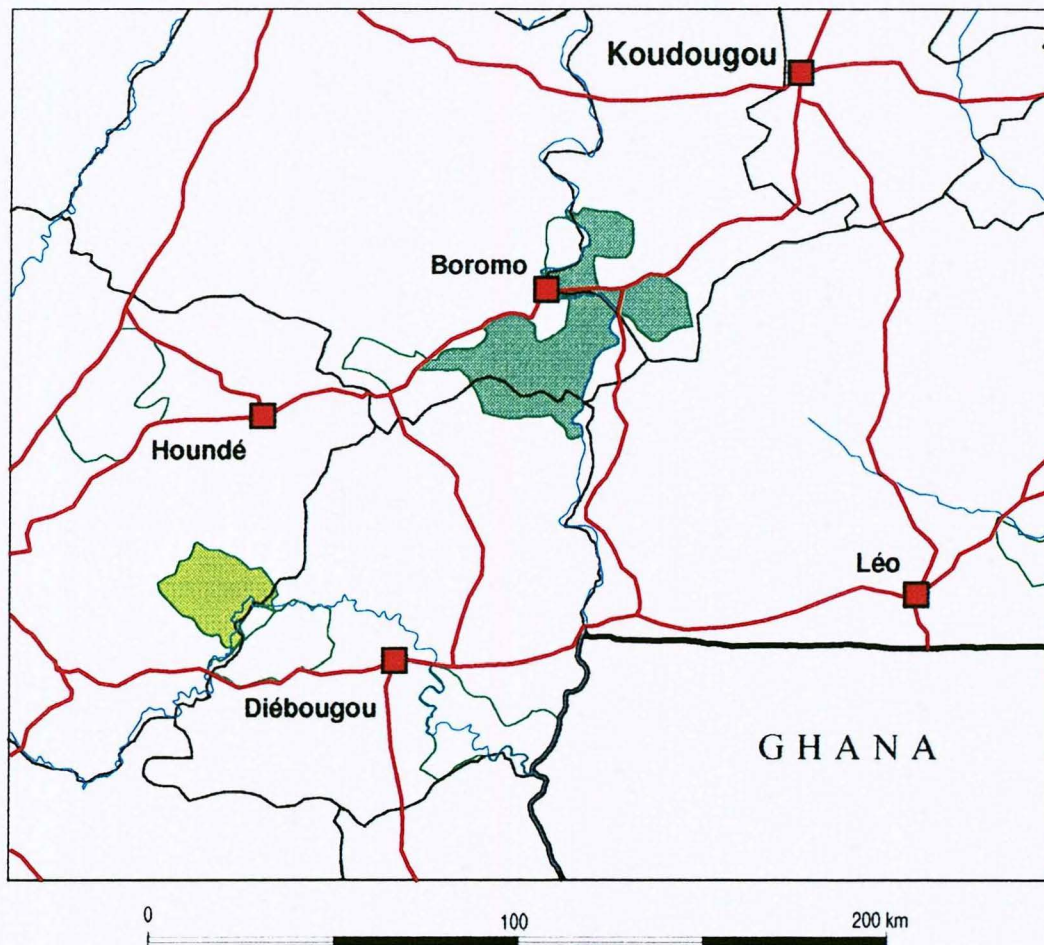
Dans la zone de Boromo et la forêt de La Mou :

Pour la zone de Boromo, les actions du projet porteront sur la conservation des éléphants présents dans la zone et des terroirs villageois qu'ils occupent.

Volet Boromo et volet Ouest

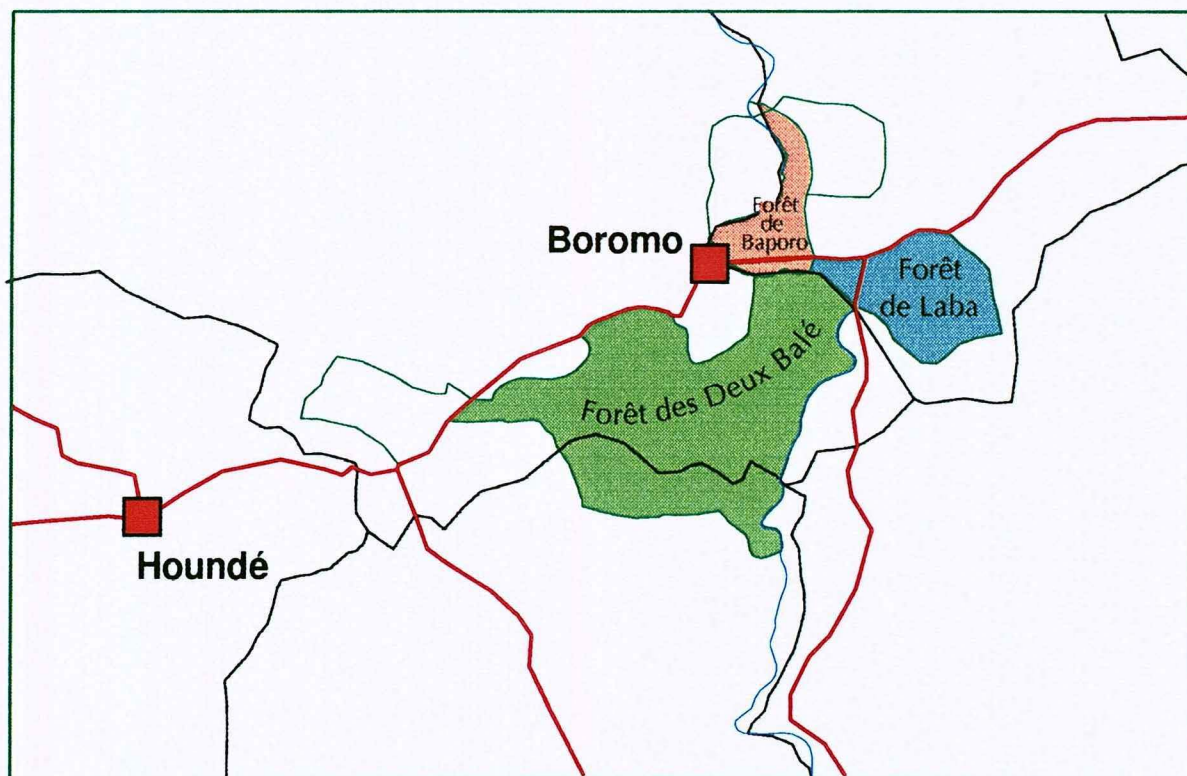
Situation des zones concédées et forêts concernées

(Burkina Faso)

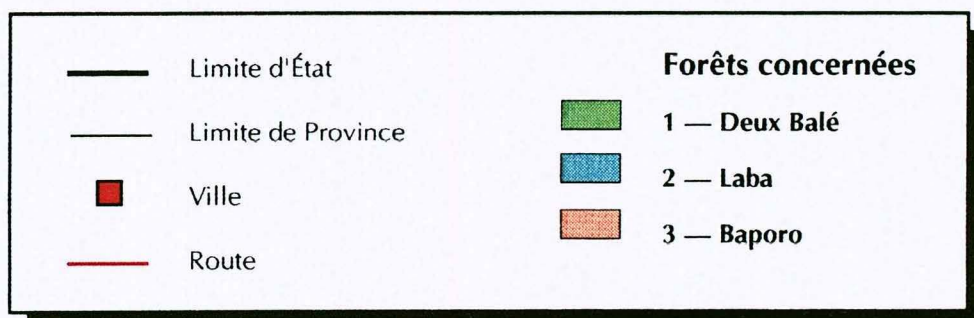


Carte 6

Forêts classées directement concernées par le volet Boromo (Burkina Faso)



0 100

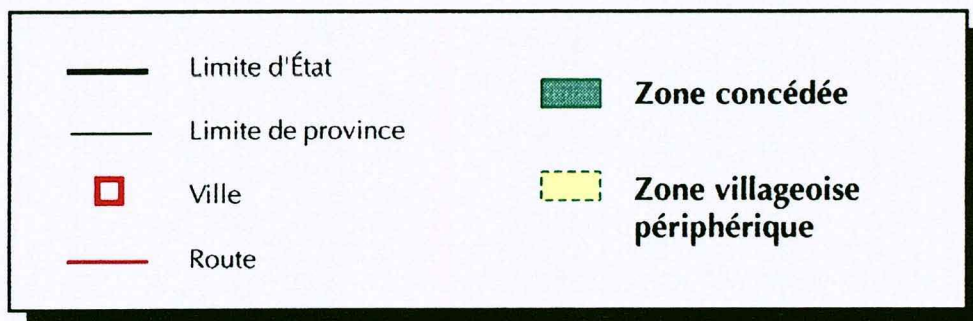
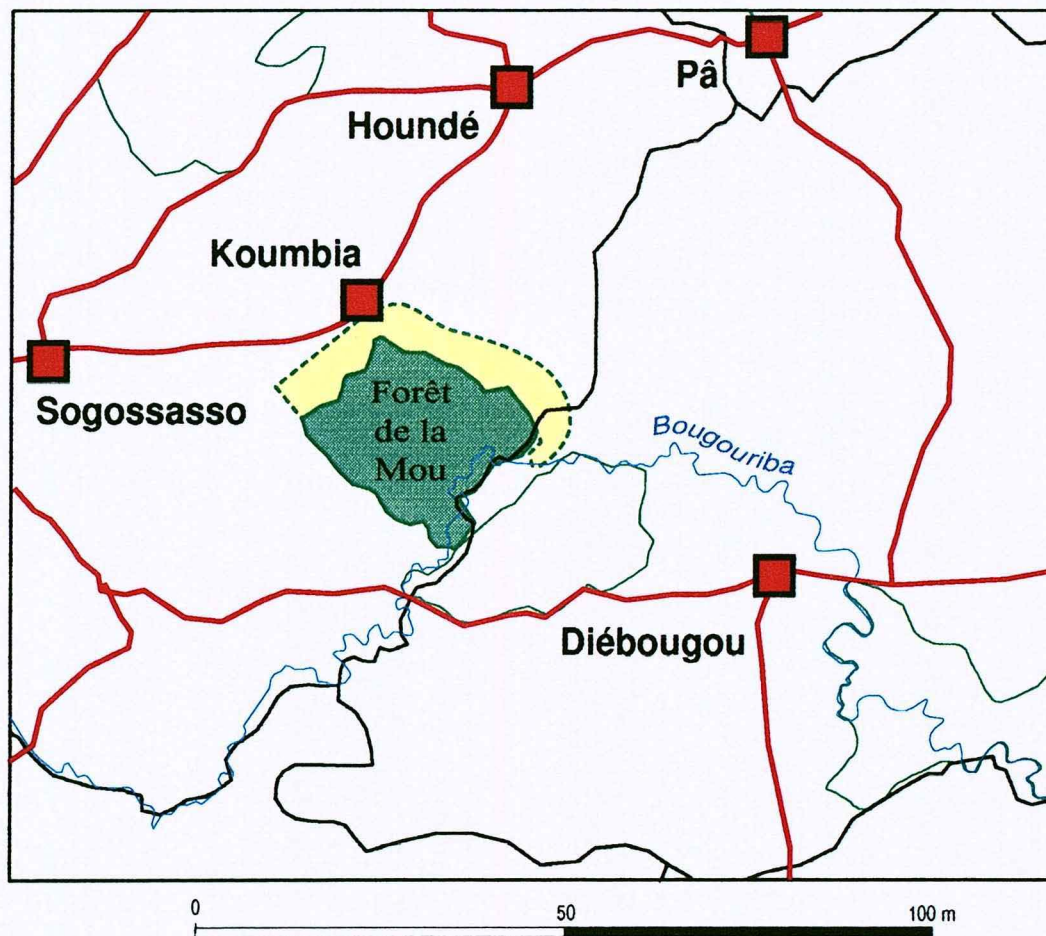


© CIRAD-EMVT, décembre 98

Carte 7

Forêt de la Mou

(Burkina Faso)



© CIRAD-EMVT, décembre 98

Les mécanismes généraux de fonctionnement du projet seront les mêmes que ceux précédemment décrits pour les zones de l'Est.

Un technicien animateur sera présent sur place. Le développement local sera pris en charge par le projet HKM et son FIL.

Pour la forêt de La Mou, les actions du projet porteront d'une façon générale sur la conservation de la biodiversité du site. Le projet comprendra un volet infrastructures, encadrement du FIC (par le technicien de Boromo) et développement local (FIL du projet HKM).

Actions de conservation générale de la faune

Un **Fonds d'Appui Spécial à la Conservation (FASC)** sera dédié à la mise en place d'actions orientées spécifiquement vers la conservation de la faune au Burkina Faso. Ces crédits seront mobilisés à la demande d'opérateurs.

Un comité d'attribution du FASC se réunira une à deux fois par an et jugera de l'éligibilité des dossiers sur des critères techniques et financiers.

Coordination du Projet

La coordination du projet sera prise en charge par la structure localisée à Ouagadougou. Elle sera particulièrement chargée de l'appui aux différents acteurs de terrain : Administration, opérateurs privés et de développement , techniciens animateurs.

Elle veillera à la mise en place des infrastructures, des formations et au suivi financier du projet.

Comité de pilotage

Un comité de pilotage veillera à l'exécution du projet.

2.2 APPUI CENTRAL AU PROJET

2.2.1 COORDINATION ET SUIVI

Le projet interviendra au niveau national en appui aux administrations en charge de la conservation et de la valorisation des UCF par la coordination des acteurs locaux (administrations et gouvernements locaux, communautés, secteur privé, projets de développement, ONG, ..) sur les points suivants :

- Relations avec le Comité de pilotage du Projet
- Identification des besoins,
- Définition des programmes de formation et d'appui,
- Appui technique et financier, gestion du projet,
- Appui à l'équipe des techniciens animateurs du FIC,

- Appui à la promotion et à la valorisation à différents niveaux (local, national et international) des produits et des sous-produits directs et indirects générés par une gestion durable des UCF (tourisme, chasse, etc.).
- Appui scientifique et technique aux institutions en charge du suivi et de l'évaluation des espèces, des écosystèmes et des espaces concernés par les UCF.
- Formation des agents de l'administration et des acteurs privés aux instruments les plus pertinents pour une gestion durable des UCF (gestion participative, techniques de négociations, ...).

2.2.2 APPUI A L'ADMINISTRATION

Cet aspect du Projet vise à appuyer l'administration des UCF dans son rôle et son opérationnalité. La finalité de cette administration concerne en premier chef les deux aspects de mise en œuvre de procédures de suivis qui sont les suivants :

2.2.2.1 Appui matériel

Ceci consiste à apporter des moyens aux structures de terrain de l'administration et en particulier des moyens de locomotion qui pourraient être répartis de la façon suivante :

- 3 UC à équiper : Pama, Ouamou et Boromo en véhicules (pick up), mais aussi GPS, jumelles et radios ;
- 1 UC à équiper : la Mou, 1 moto et 1 radio ;
- 8 Zones de chasse de l'Est : équipement des chefs de poste forestiers, soit huit motos, GPS et radios.

Le fonctionnement est à la charge de l'Etat qui doit dégager des moyens permettant à ses services d'exercer leurs fonction. Il serait souhaitable que les UC bénéficient d'une autonomie financière locale (régie de recettes).

Leur position hiérarchique vis-à-vis de la DFC et des directions régionales devra être précisée par la Direction Générale des Eaux et Forêts avant le commencement du projet.

2.2.2.2 Actions de terrain

Appuyer ces actions consistera donc à rendre possible l'activité de l'Administration à travers notamment :

- le financement de comptages aériens ;
- le financement de l'acquisition et de l'exploitation d'images aériennes ou satellitaires ;
- le financement de l'évaluation des concessions lors de la deuxième année du projet,
- un appui scientifique en terme de fourniture de compétences (appui expertises) et surtout, en terme de formation.

Ce dernier volet concernera les techniques de suivi-évaluation, les comptages terrestres et aériens, les politiques environnementalistes et la gestion raisonnée des ressources de la biodiversité, la planification de la gestion participative. Le budget du projet ne prendra en

compte que la zone de Boromo pour ce qui concerne images satellitaires et l'ensemble de la zone du projet pour les comptages aériens.

A noter que les cycles de formation et les stages envisageables dans ces domaines sont essentiellement délivrés en pays anglophones (Afrique orientale et Afrique australe). Il reste donc à identifier des structures spécifiques francophones susceptibles d'encadrer des stagiaires sur des périodes courtes mais aussi sur des cycles plus longs. L'initiative récente du Ministère Zimbabwéen de l'Environnement de favoriser l'accueil de cadres de l'Afrique de l'Ouest en formation et les connections possibles avec les structures de projet français intervenant dans la région (projet FFEM Gestion de la Biodiversité dans la Vallée du Zambèze, etc.) constitue l'une des voies à envisager.

Toujours pour ce qui concerne la formation, l'identification de critères pour l'obtention du diplôme de guide de chasse, récemment institutionnalisé au Burkina, devrait pouvoir bénéficier d'un appui du Projet en terme de voyage d'information et d'étude auprès de pays d'Afrique qui possèdent une expérience ancienne en la matière. Ce voyage concernerait deux cadres de la DFC et un représentant du « Royaume du trophée ».

2.2.3 APPUI AU SECTEUR PRIVE

2.2.3.1 Professionnalisation

Cet aspect de l'action du projet concernerait l'aide à la professionnalisation du secteur chasse et tourisme haut de gamme.

Le projet restera bien sûr en retrait par rapport aux initiatives privées et s'attachera à accompagner les entreprises de marketing lorsqu'elles auront un caractère collectif, en particulier quand elles émaneront d'organisations professionnelles en place (type *Royaume du Trophée*).

Il est donc envisagé :

- un appui marketing des produits d'écotourisme et chasse :
 - aide à la stratégie commerciale : prospection en terme de type de clientèle, d'attente en matière de services, résultats, prix...
 - aide à l'analyse du contexte concurrentiel du Burkina Faso par rapport aux autres pays africains,
 - aide à la conception publicitaire ;
 - aide à la participation aux grands rendez-vous internationaux (Convention du Safari Club International aux USA, Country Show en France, salons de tourisme, etc.).
- appui à la conservation de la biodiversité au niveau de tous les acteurs privés du Projets : concessionnaires, guides de chasse, agents de commercialisation, guides de tourisme, personnels employés sur les sites. Ces actions consistent en une formation à l'écologie des ressources fauniques et végétales des sites concédés de manière à préserver leur équilibre et leur durabilité au travers de leur exploitation. Ces formations introduiront les notions de

voisinage des biotopes par les populations humaines ainsi que leurs conséquences sur la gestion participative des ressources naturelles. Ces appuis seront indispensables pour que les concessionnaires puissent établir des plans de gestion raisonnés et durables des ressources naturelles qu'ils exploitent.

- un appui aux organisations professionnelles (type Royaume du Trophée) en termes institutionnel et technique dans les rôles qui leur seront dévolus : représentation et défense de la profession face aux interlocuteurs de l'Administration et d'agents économiques (banques, fournisseurs, etc.), promotion de la profession au niveau national et international. A ce titre, ces organisations pourront être mises en relation avec des structures de ce type existant dans d'autres pays.

L'expérience dans ces pays étrangers montrent que ces organisations professionnelles sont efficaces dès lors qu'elles ne s'attachent qu'aux aspects internes à la profession -dont la moralisation- et ne prennent pas en compte les aspects purement commerciaux.

Cette évolution semble indispensable pour une réelle efficacité et représentativité de ces organisations professionnelles. Dès lors, elles pourraient jouer un rôle dans l'attribution des licences de guide.

- Un appui au marché consistant à faire connaître l'image des produits écotouristiques Burkinabé à l'étranger : réalisation de films de télévision, reportages magazines, site internet, financement de voyages de prospection pour des tours operators spécialisés étrangers.
- formations de guides de chasse et de tourisme : cette formation s'intègre dans toute la stratégie du programme ainsi que dans la reconnaissance officielle par l'Administration de ce type d'activité professionnelle : création d'un examen pour l'obtention de la licence de guide de chasse et de tourisme. En collaboration avec l'Administration, cela nécessite de déterminer :
 - une formation de courte durée adaptée à ce programme,
 - le programme de l'examen,
 - les modalités d'examens pratique et théorique.

Ces différents types d'appuis seront effectués sous la forme de séminaires, voyages d'étude, rencontres avec des professionnels étrangers. Il pourra être fait appel à l'intervention de différents consultants.

2.2.3.2 Contractualisation

Les privés qui bénéficieront des apports du projet devront fournir une contrepartie en terme d'engagement moral, technique et financier. Ces aspects ne manqueront pas d'être contractualisés entre l'Administration et les concessionnaires. Ils seront formalisés par des **avenants annuels** annexés aux « protocoles d'accord pour la gestion des aires concédées » et constitueront un préalable à la participation du Projet.

La rédaction des textes devra être effectuée par des juristes pour bien se situer dans le cadre légal Burkinabé. Les rubriques suivantes devront être mentionnées et détaillées. Elles décriront l'engagement des concessionnaires et de l'Administration au niveau :

Des engagements du concessionnaire

- entretien des infrastructures mises à disposition : pistes, construction de radiers, de postes de gardes, de forages et des mares alimentées par les forages.
- fonctionnement des pompes alimentant les forages,
- présence, équipement et rémunération de personnel pendant toute l'année au niveau des postes de garde (4 pisteurs par poste construit),
- Institution d'une réunion annuelle préalable au renouvellement du présent avenant avec le concessionnaire, l'Administration, les CVGF des zones concernées et l'animation du FIC. Le projet pourra participer à ces réunions en tant qu'observateur.
- Les avenants devront être respectés au même titre que les protocoles d'accord. Le non-respect des dispositions des avenants entraînera les sanctions prévues dans le protocole d'accord.
- Le non-respect de cet avenant en cours de réalisation peut entraîner la suspension de l'appui programmé du projet.

Des engagements de l'Administration

- L'Administration doit s'engager à mettre des moyens de fonctionnement à la disposition des Unités de Conservation qui peuvent prendre la forme d'une régie de recette dont les sources doivent être formalisées.
- L'Administration s'engage à reconnaître un statut légal spécifique aux pisteurs recrutés par le concessionnaire : droits et devoirs.
- L'Administration s'engage à participer à l'organisation de la réunion annuelle citée plus haut.

2.3 APPUI AUX AIRES DE FAUNE CONCEDEES

2.3.1 LE VOLET EST

2.3.1.1 Cadre d'intervention du projet

Les Unités de Conservation de la Faune de Pama, Arly et W sont partie intégrante du plus vaste ensemble d'aire protégées d'Afrique de l'Ouest constitué par le complexe transfrontalier « Pama/Arly/Pendjari/W ». Toutes ces zones sont contiguës les unes aux autres formant un ensemble de plus de 1 million d'hectares pour la partie du Burkina Faso, et de quelques 4 millions d'hectares pour l'ensemble des trois pays (par ordre alphabétique : Bénin, Burkina Faso, Niger). C'est là une toute autre dimension que les aires de faune existant dans le reste du pays, et l'immensité ajoutée à la grande biodiversité des aires de faune dans l'Est du Burkina Faso les place immédiatement en tête de liste quant aux priorités d'aménagements et de conservation.

Tableau récapitulatif des Zones Concédées dans l'Est du Burkina Faso.

UCF de Pama	Surfaces	Campement
Pama Centre Nord ¹	81 500 ha	A
Pama Centre Sud	51 700 ha	B
Pama Sud	60 800 ha	A
Total partiel :	194 000 ha	
UCF d'Arly		
Konkonbouri	65 000 ha	A
Parc National d'Arly	116 000 ha	B
Pagou-Tandougou	35 000 ha	B
Koakrana	25 000 ha	A
Total partiel :	241 000 ha	
UCF de Wamou		
Wamou	65 000 ha	B
Singou	151 800 ha	C
Pama Nord	81 500 ha	A
Total partiel :	298 300 ha	
TOTAL GENERAL :	733 300 ha	
Situation des infrastructures d'accueil A - Campement hors de la zone B - Campement dans la zone C - Pas encore de campement ¹ non concédée : Présidence du Burkina Faso		

Le tourisme cynégétique a toujours été très actif dans cette région qui reçoit 70% de tous les chasseurs étrangers venant pratiquer ce sport au Burkina Faso. En conséquence les Zones Villageoises de Chasse et les Comités Villageois de Gestion de la Faune ont existé depuis les années 1985/87. Les revenus de l'exploitation de la faune aux CVGF ont atteint 4 836 000 CFA en 1998 pour toute la région Est du pays.

On trouve dans cette zone presque toutes les espèces représentatives de l'Afrique de l'Ouest à part l'Eland de Derbys et des espèces plus sahéliennes comme la Girafe et l'Au-truche. C'est en outre la seule partie du pays où l'on trouve encore la Gazelle à front roux, le Damalisque korrigum, le Guépard et le Lycaon. De plus, les espèces "phares" pour le tourisme cynégétique s'y trouvent en abondance relative, notamment le Buffle, le Lion, le Léopard, l'Hippotrague rouan, le Cobe defassa, le Bubale major, le Guib harnaché et le Cobe de Buffon. Les espèces "phares" pour le tourisme de vision sont également présentes, notamment l'Eléphant, l'Hippopotame, le Lion et le Crocodile, ainsi que bon nombre d'oiseaux peu visibles ailleurs. Avec toutes ces espèces en abondance, les zones de l'est du Burkina ont toujours les meilleures chances de voir ce potentiel économique être mis en valeur grâce aux investissements du secteur privé.

Le front pionnier agricole dû aux densités de population importantes de cette zone pose de sérieux problèmes pour la conservation de la faune.

Les zones les plus sensibles sont :

- La bordure Est du Parc d'Arly et de la zone de chasse de Pagou-Tandougou
- Le sud de la route nationale Fada-frontière du Niger,
- La région de Pama (25 000 habitants)

La Préfecture de Madjoari pose moins de problèmes, ne comptant que 6 000 habitants.

L'élevage extensif des ruminants pose des problèmes au travers du pâturage et de la transhumance. La transhumance est effectuée le long des grands axes :

- Diapaga-Arly-Tindangou, , Fada-frontière du Bénin : problèmes de manque de points d'eau, de zones de repos et de pâturages. De ce fait, les animaux sont obligés de rentrer dans les zones protégées.
- Fada-frontière du Niger.

D'autre part, les populations ont tendance à considérer les zones protégées comme des zones pastorales dès lors qu'il n'y a pas d'activités écotouristiques et de surveillance.

L'exploitation de la faune est encore une activité économique majeure dans cette partie du pays, notamment par la chasse, la pêche et le tourisme de vision. Les données sur la saison 1997 révèlent que 82% des animaux abattus l'ont été dans l'est du pays, qui reçoit à lui seul 83.5% des chasseurs " permis grande chasse " étrangers. Cette même année, le taux de réussite global, c'est à dire le pourcentage d'animaux abattus par rapport aux quotas délivrés était de 60% pour le Buffle et de 36.7% pour l'Hippotrague. Suite à la mise en œuvre de la réforme sur l'exploitation de la faune, la saison de chasse 1997 a subi une baisse sensible du nombre de chasseurs touristes. Quelques concessionnaires déjà connus sur le marché ont pu conserver leur clientèle, mais beaucoup des nouveaux concessionnaires n'ont eu que très peu de temps pour préparer et lancer leurs opérations.

2.3.1.2 Potentialités de la zone du Projet Est

Toutes les aires concédées ont un bon potentiel d'exploitation en ce qui concerne la faune. Cependant les découpages de zones ne sont pas idéaux vis-à-vis des points d'eau permanents et des surfaces concédées.

De façon globale, la conservation et l'exploitation de la faune est assurée de façon plus cohérente que concession par concession.

En dépit des tendances générales à la baisse depuis 20 ans des populations d'animaux sauvages, la diversité et l'abondance de la grande faune de l'Est sont nettement supérieures à toutes les autres UCF du centre et de l'ouest du pays dont les niveaux d'appauvrissement de la faune et de dégradation des milieux restent inconnus ici. Toutes les espèces " phares " nécessaires aux différents types d'exploitation (vision, chasse, pêche) sont présentes.

Les supports logistiques du développement touristique sont ici généralement bien meilleurs qu'ailleurs dans le pays, bien que des efforts restent à faire. Le confort et la qualité des infrastructures d'accueil varient beaucoup : pour la majorité le niveau est bon, pour les autres il est insuffisant.

L'accès se fait souvent par route goudronnée, ce qui est avantageux pour la logistique mais n'est pas un bon argument de vente d'un produit touristique de « nature sauvage ».

Un potentiel de développement dans cette région qui demeure inexploité est l'écotourisme haut de gamme, comme il est pratiqué en Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Botswana et Afrique du Sud, avec le plus souvent l'avion comme seul moyen d'accès. Le complexe d'aires protégées Pama/Arly/Pendjari/W est pratiquement le seul site dans la sous-région qui peut servir de support à ce type de produit.

On s'attachera donc à ne pas compromettre une utilisation optimale des ressources touristiques et cynégétiques exceptionnelles qui caractérisent la région en y laissant implanter des structures d'accueil médiocres. C'est donc très clairement le « haut de gamme » qu'il convient de cibler sur la zone.

Pour bénéficier des aides en infrastructures du Projet, les concessionnaires devront offrir des prestations d'accueil et de logement suffisantes.

2.3.1.3 Appuis possibles du projet

Les apports du projet en terme d'appui aux concessions

- **Aménagements théoriques de base**

De façon à pérenniser le séjour des animaux sauvages sur les zones concédées et à limiter les conflits avec les populations avoisinantes, il est indispensable de concentrer les animaux dans une zone centrale de la concession. Pour ce faire, il faut envisager l'aménagement de trois points d'eau permanents espacés d'environ 5 km et un poste de garde central permanent assurant la surveillance et la sécurité, accessible par une piste utilisable en tout temps.

Un seul ensemble constitué par ces trois points d'eau, le poste de garde et sa piste d'accès suffit pour 50 000 ha. Il en faut 2 pour une surface de 100 000 ha et 3 pour 150 000 ha, etc.

Afin de permettre aux concessionnaires de concentrer leurs efforts financiers respectifs sur la qualité des installations qu'ils proposeront à leur clientèle, il est prévu que le projet contribue à l'équilibre financier du dispositif en fournissant un certain nombre de ces aménagements.

Ceci concerne les 8 zones retenues : Pama Nord, Pama Centre Sud, Pama Sud, Komkombouri, Pagou-Tandougou, Koakrana, Ouamou, Singou.

- **Besoins spécifiques par zone**

On trouvera ci-dessous un bref descriptif des particularités de chaque zone en terme de statut et d'infrastructure.

Pama Centre Nord : zone de 81 500 ha non concernée car concédée à la Présidence de la République

Pama Centre Sud : zone de 51 700 ha, comportant 2 points d'eau permanents alimentés par des forages opérationnels, 250 km de pistes de saison sèche, sans poste de garde.

Pama Sud : zone de 60 800 ha, comportant 3 points d'eau permanents naturels et la Pendjari au Sud, le reste de la zone étant dépourvu de points d'eau, 300 km de pistes de saison sèche, 2 postes de garde en périphérie en matériaux locaux avec toit en tôles.

Konkonbouri : zone de 65 000 ha, actuellement avec 1 poste de garde en périphérie, sans point d'eau permanent en saison sèche, disposant d'environ 150 km de pistes inutilisables en saison pluvieuse.

Pagou-Tandougou : zone de 35 000 ha, soit inférieure à la moyenne, actuellement sans poste de garde et sans point d'eau permanent en saison sèche hormis la rivière limite ouest, disposant d'environ 200 km de pistes inutilisables en saison pluvieuse

Koakrana : zone de 25 000 ha, soit très inférieure à la moyenne, actuellement sans poste de garde et sans point d'eau permanent en saison sèche sauf parfois dans la Pendjari en limite sud, disposant d'environ 150 km de pistes inutilisables en saison pluvieuse

Wamou : zone de 65 000 ha, actuellement avec 3 postes de garde en matériaux locaux avec toit de tôle, un point d'eau permanent en saison sèche en bordure sud-ouest de la zone, disposant d'environ 300 km de pistes inutilisables en saison pluvieuse

Singou : coeur écologique de l'Est, zone de 151 800 ha, très supérieure à la moyenne, actuellement sans poste de garde et 2 points d'eau permanents en saison sèche mais excentrés, disposant d'une seule piste périmétrale inutilisable en saison pluvieuse. Cette vaste zone concédée il y a deux ans pour la première fois n'a fait l'objet d'aucun aménagement ni d'exploitation jusqu'à ce jour.

Pama Nord : zone de 80 000 ha, soit supérieure à la moyenne, actuellement sans poste de garde et sans point d'eau permanent en saison sèche, disposant d'environ 300 km de pistes inutilisables en saison pluvieuse

Les aménagements à envisager aire par aire sont les suivants, compte-tenu de l'étude de rentabilité économique, en appuyant spécifiquement les zones susceptibles d'être rentable :

	Surface	Forage	Poste de garde	Pérennisation des pistes (km)	
				Accès poste de garde	Circuit de vision
Pama Nord	81 500 ha	4	1	40	30
Pama Centre Sud	51 700 ha	2	1	20	30
Pama Sud	60 800 ha	3	1	20	30
Konkonbouri	65 000 ha	3	1	20	30
Pagou-Tandougou	35 000 ha	2	1	25	30
Koakrana	25 000 ha	1	1	10	30
Wamou	65 000 ha	3	1	30	30
Singou	151 800 ha	6	3	80	90
Pama Centre Nord	81 500 ha	0	0	0	0
Total		24	10	245	300

Les aménagements complémentaires des mares (diguettes, curages, etc.) seront à la charge des concessionnaires.

La pérennisation des pistes consistera en du rechargement en sols inondables et à aménager des radiers. Les pistes concernées sont :

- La piste d'accès au poste de garde central,
- Une piste constituant un circuit de vision pouvant être empruntée en début de saison pluvieuse (allongement de la saison d'exploitation).

Le Singou bénéficie ici d'aménagements plus importants compte tenu de son potentiel et de l'absence d'aménagements jusqu'alors. Un programme technique et économique est déjà proposé par le concessionnaire. Pour recevoir l'aval de la coordination du projet, ce programme devra prendre en compte des modifications importantes sur le fonds.

Piste de désenclavement de la zone du Singou et du Parc National d'Arly

Toutes les zones du Projet Est ont un accès routier de bonne qualité et rapide, à l'exception d'Arly. De plus, l'éloignement d'Arly est un obstacle important pour sa valorisation touristique (5 à 8 heures de voiture depuis Ouagadougou en fonction des saisons). Par ailleurs, le Singou ne possède aucun axe de pénétration centrale.

Il est proposé de rapprocher Arly de Ouagadougou par un itinéraire direct. Ceci constituerait également l'axe routier principal du Singou. On atteindrait alors le Parc d'Arly depuis Ouagadougou en 235 km de goudron et 125 km de piste, soit 360 km (dont les 80 derniers traversent des aires fauniques).

Les distances par les anciennes routes sont de :

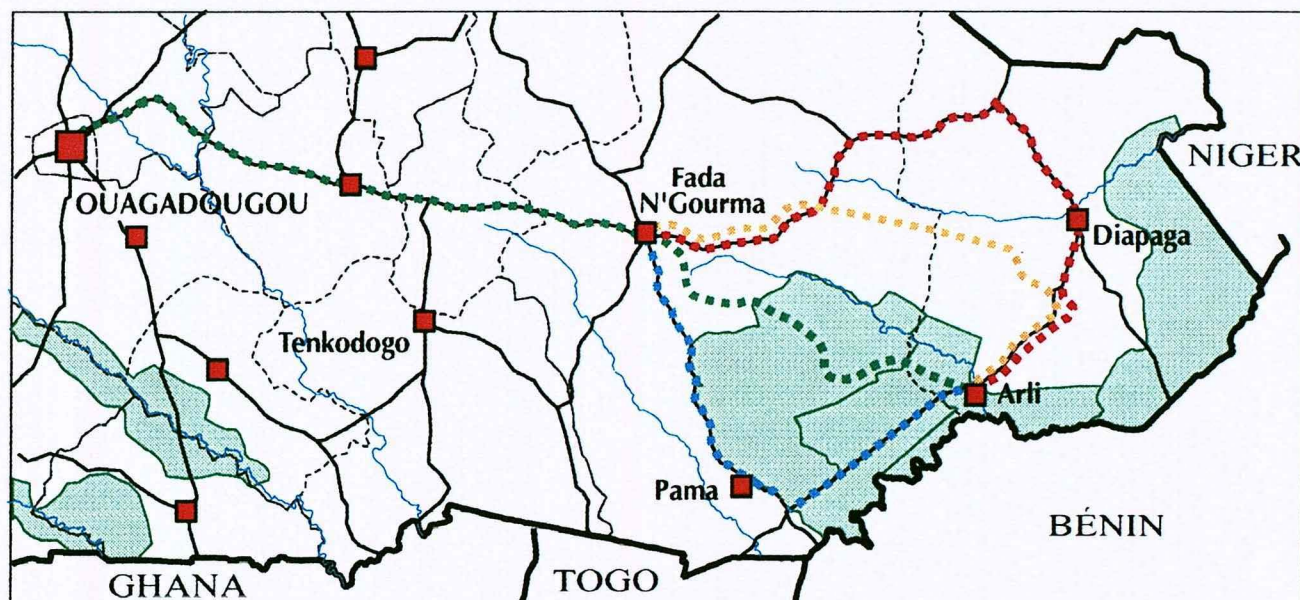
- axe Kanchari - Diapaga, 550 km de Ouagadougou
- axe Pama - Tindangou, 430 km de Ouagadougou : cette solution sous-entend beaucoup de passages difficiles, ponts et radiers, mais son avantage majeur serait de désenclaver la zone de Madjoari, restée à l'écart de tous les programmes de développement du fait de son accès difficile (2 forages dans toute la préfecture...).

Par le Singou, cette piste de crête peu chère puisque sans ouvrages d'art aurait également le privilège d'être relativement courte (125 km) et serait également utilisable pour la vision. Le concessionnaire concerné, consulté sur la question n'opposerait pas de refus à cette option (moyennant sans doute le paiement d'une redevance, ce qui n'est pas anormal).

Carte 8

Routes d'accès à Arli

(Burkina Faso)



- Limite d'État
- - - Limite de Province
- Ville
- Route
- Réserve

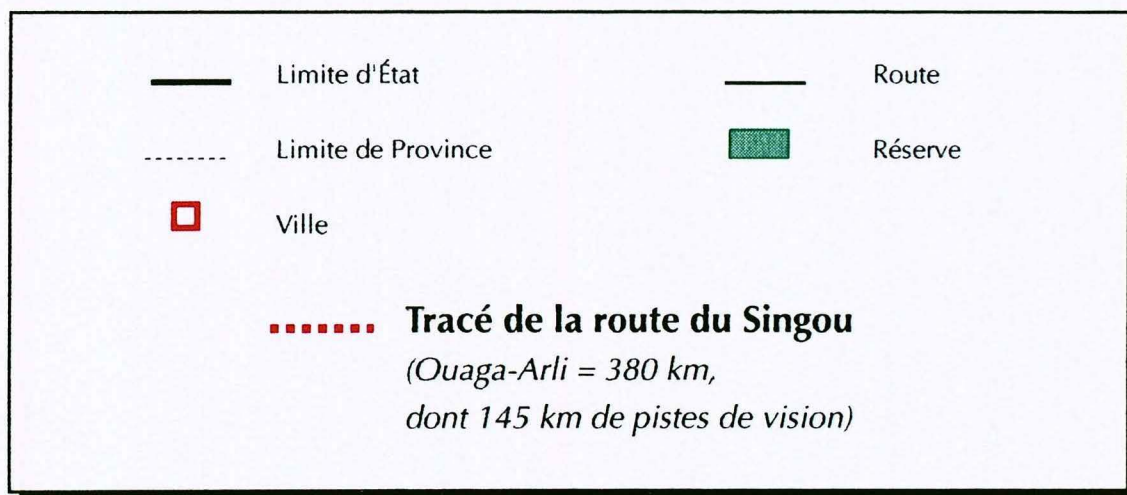
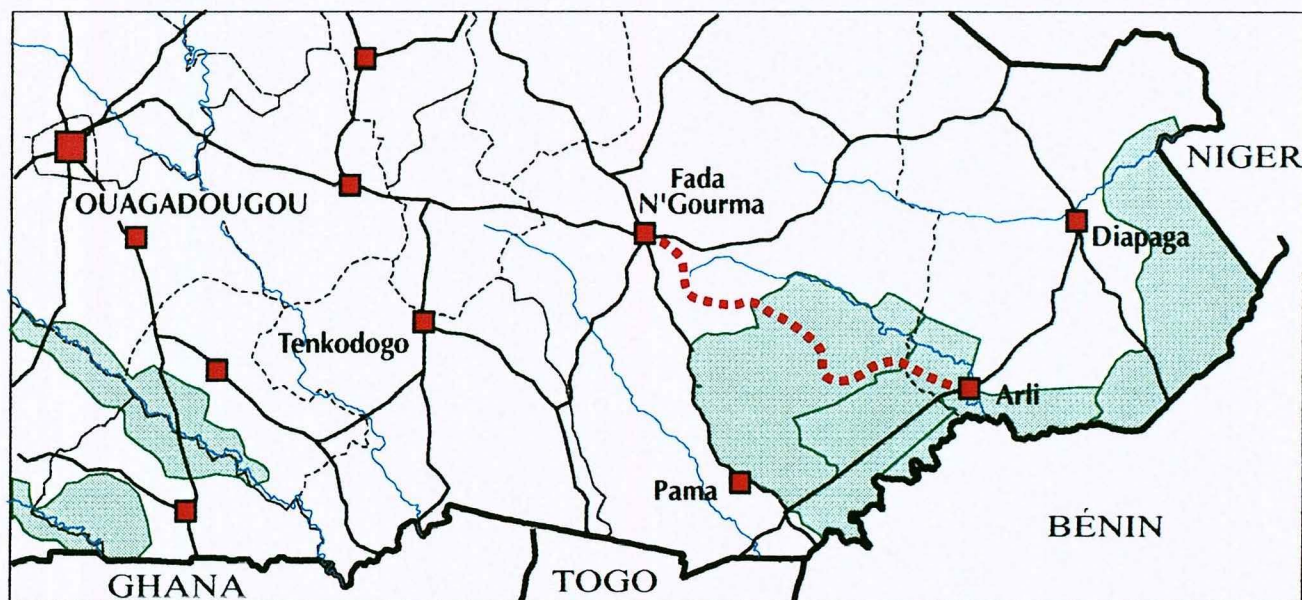
- **Route par Pama**
(non praticable après les premières pluies)
(Ouaga-Arli = 430 km, dont 85 km de pistes mauvaises)
- **Route par Kantchari**
(Ouaga-Arli = 550 km, dont 141 km de pistes)
- **Route du Singou**
(Ouaga-Arli = 380 km, dont 145 km de pistes de vision)
- **Route de la SOFITEX**
(Ouaga-Arli = 448 km, dont 158 km de pistes)

© CIRAD-EMVT, décembre 98

Carte 9

Route du Singou

(Burkina Faso)



© CIRAD-EMVT, décembre 98

2.3.2 LE VOLET BOROMO

2.3.2.1 Cadre d'intervention du projet

Situation et statut

Marquée par la présence du plus important troupeau d'éléphants de la région et qui est en outre le plus proche de l'Europe en termes d'heures de vol et de route (moins de six heures de Paris), l'UCF de Boromo constitue potentiellement l'un des pôles majeurs du potentiel faunique du Burkina Faso.

Elle est composée du futur Parc National des Deux Balé qui fait 86 000 hectares, de la forêt de Pâ avec 11 950 hectares, et des forêts de Baporo pour 4 800 ha, Laba et Sorobouli pour 10 600 ha.

Le P.N. des Deux Balé n'avait pas plus trouvé de concessionnaire lors des appels d'offres de 1996 et ce n'est que l'année suivante qu'un protocole fut passé avec une ONG nommée APRES FASO.

L'UCF de Boromo est située sur l'axe routier Ouagadougou - Bobo Dioulasso avec toutes les aires de faune dans un rayon de 30 kilomètres, le siège du Conservateur demeurant à Boromo. Ce parc n'a bénéficié d'aucun aménagement depuis la réalisation d'une retenue en 1995 sur le Petit Balé (qui a cédé en 1998). Les visiteurs éventuels ne peuvent actuellement pas pénétrer dans le parc car l'ancienne piste circulaire de 120 km n'a pas été réouverte depuis plusieurs années.

Biodiversité

Hormis les éléphants, les effectifs de la grande faune toujours présente dans les Deux Balé ont beaucoup diminué depuis vingt ans en raison :

- d'un manque d'actions de conservation de la faune depuis longtemps,
- d'une pression humaine en augmentation dans la région.

Les données bibliographiques ont été nombreuses depuis 1979 en matière de recensements de faune. La dernière (Lacroix 1992) indiquait la présence de 185 éléphants et d'une cinquantaine d'hippotragues. On note la présence de quelques spécimens d'autres espèces : bubales, buffles et guibs harnachés.

Les éléphants sont à Boromo et dans sa région un atout majeur qui peut être très facilement utilisé pour le développement du tourisme de vision. Toutefois, le statut et la vocation actuels des différentes aires protégées qui constituaient l'ensemble des Deux Balé, demandent une révision et un recalage des limites, en fonction des surfaces désormais anthropisées qui caractérisent une bonne partie de la zone.

L'envahissement par les cultures et l'élevage transhumant réduisent chaque année davantage la forêt qui est déjà passablement dégradée. Si les éléphants peuvent s'accommoder de milieux dégradés, ils s'accommodent en revanche beaucoup moins d'être pourchassés par les villageois

qui défendent leurs champs ou par les braconniers qui les chassent pour la viande (2 à 3 éléphants sont tués chaque année dans ce secteur).

Le statut des éléphants dans la zone n'a cependant rien de dramatique, si l'on prend la peine de constater que d'importantes zones demeurent vides d'occupation humaine et qu'il est encore temps de prendre les mesures conservatoires qui s'imposent. Il ne semble pas qu'une réelle menace pèse sur ces animaux actuellement : ils sont toujours extrêmement présents dans le paysage.

Les conflits « Homme / Eléphant » sont quant à eux bien là : au cours du déroulement de la mission de juillet 98, un agriculteur a d'ailleurs été tué par un animal qui pénétrait dans son champ près du village de Fara. Il est clair que l'une des actions du projet sera de faire en sorte de sécuriser les villageois qui côtoient quotidiennement ces animaux dangereux.

Valorisation de la biodiversité

L'exploitation de la faune dans la région était basée sur le tourisme de vision dans les Deux Balé qui disposaient dans le passé d'une piste circulaire de vision de 120 km. Les seuls touristes qui viennent au Deux Balé aujourd'hui désirent voir et photographier les Eléphants.

Toutefois l'Hôtel Relais de Boromo, mal situé et délabré, ne peut en aucune manière prétendre constituer une structure d'accueil pour ces touristes qui, pour l'essentiel, ne font que s'arrêter quelques instants au bord de la route goudronnée avant de regagner Ouagadougou ou Bobo Dioulasso.

Redynamiser l'activité touristique autour des éléphants et de la Zone des Deux Balé implique qu'une véritable stratégie professionnelle soit définie et qu'elle soit assortie des moyens matériels adéquats pour sa mise en oeuvre, ce qui est encore loin d'être le cas.

On notera cependant la volonté affirmée du concessionnaire de relancer la machine et notamment d'investir de façon conséquente dans un campement sur les bords du Mouhoun, ce qui laisse espérer que le potentiel réel de cette zone soit exploité à sa juste valeur dans un futur proche.

2.3.2.2 Appuis possibles du projet

En termes d'actions à mener, il y a lieu de distinguer celles qui relèvent de la conservation et du règlement des conflits « Homme / Eléphant », de celle de l'exploitation à des fins touristiques de la zone concédée.

La résolution des conflits « Homme / Eléphant »

Si l'on peut positionner relativement bien sur une carte la zone de concentration majeure des éléphants (cf. carte établie par B. Chardonnet en 1998), ainsi que dans une moindre mesure les zones de déplacement qui accueillent plus ou moins régulièrement ces animaux, en revanche la zone que l'on pourrait qualifier de présence occasionnelle des éléphants demeure encore floue.

Or les conflits « Homme / Eléphant » ne surgissent pas forcément là où les animaux sont les plus nombreux (l'accident de juillet 98 est survenu en limite de cette zone « occasionnelle ») et force est de constater que l'on ne connaît pas grand chose à l'heure actuelle des déplacements et des axes privilégiés utilisés par les animaux.

Le principe de base étant qu'il ne soit pas procédé à des « déguerpissements » (déplacement de population), on admettra qu'il est impératif de connaître avec précision le statut actuel du terroir sur lequel il faudra parvenir à faire cohabiter les villageois et les éléphants. Avant de lancer une opération de développement d'envergure il nous paraît donc sage de recommander la mise en œuvre d'un programme d'enquêtes auprès des communautés villageoises, qui pourrait être confié à une ONG spécialisée ou à des étudiants stagiaires encadrés par une expertise adéquate. La première étape consisterait à établir une cartographie acceptable de la zone et notamment des surfaces cultivées, à partir de documents récents (images Spot ou photos aériennes). La finalisation d'une mise à jour des terroirs villageois est ainsi un préalable à toute action d'envergure sur la zone.

Dans le même temps, le suivi sur une année complète (au minimum) des déplacements par comptages de traces sur des axes quadrats, ainsi que le suivi d'un échantillon d'éléphants marqués à l'aide de colliers émetteurs (six animaux par exemple) permettrait d'approcher enfin la réalité des déplacements des animaux. Il sera ainsi possible de définir avec pertinence la largeur et la forme des zones périphériques, qui pour des raisons évidentes, ne peuvent se contenter de suivre les limites administratives des aires classées. Ce n'est qu'après avoir éclairé la question que l'on pourra y envisager le démarrage du programme de développement.

En revanche, il semble établi, après discussion avec les villageois, que la zone des champs cultivés qui jouxte la partie sud du terroir de Boromo-ville demanderait à être protégée. L'implantation d'une clôture électrifiée est proposée sur la carte ci-après. La limite occidentale de celle-ci reste toutefois à préciser et, là encore, les éléments d'information semblent trop partiels pour que l'on puisse trancher dans un sens ou un autre. La longueur totale du dispositif serait donc d'environ 10 km (15 km si l'on poursuit jusqu'à la route), ce qui devra être confirmé par une étude préalable. Son coût (3 millions CFA / km) se situerait donc entre 30 et 45 millions de F CFA.

Pour ce qui concerne la défense des villageois et des champs isolés, l'utilisation de systèmes de protection adaptés (sprays à oléorésine de piment par exemple) est possible ; la formation des populations à ces techniques, maintenant de plus en plus répandues en Afrique australe notamment, constitue clairement l'une des actions à mener dans le cadre du Projet. Une étude préalable consistera à la validation de cette technique dans cette zone de forte densité humaine (notamment en terme de coût).

Un volet gestion de terroir sera conduit et comprendra une analyse de la situation. Ceci permettra de déterminer des périmètres et le mode de stabilisation des tracés des champs cultivés.

2.3.2.3 Organisation du volet Boromo

L'organisation s'articulera autour de deux axes :

- Un volet éléphant composé de deux parties :
 - Une partie recherche coordonnée par la cellule centrale du projet,
 - Une partie animation dont les actions seront prises en charge par le technicien animateur du FIC.
- Un volet développement local qui peut s'intégrer au Projet AFD HKM déjà opérationnel sur le terrain. Les fonds propres du projet HKM permettront de ne pas réabonder le FIL destiné à ces actions particulières.

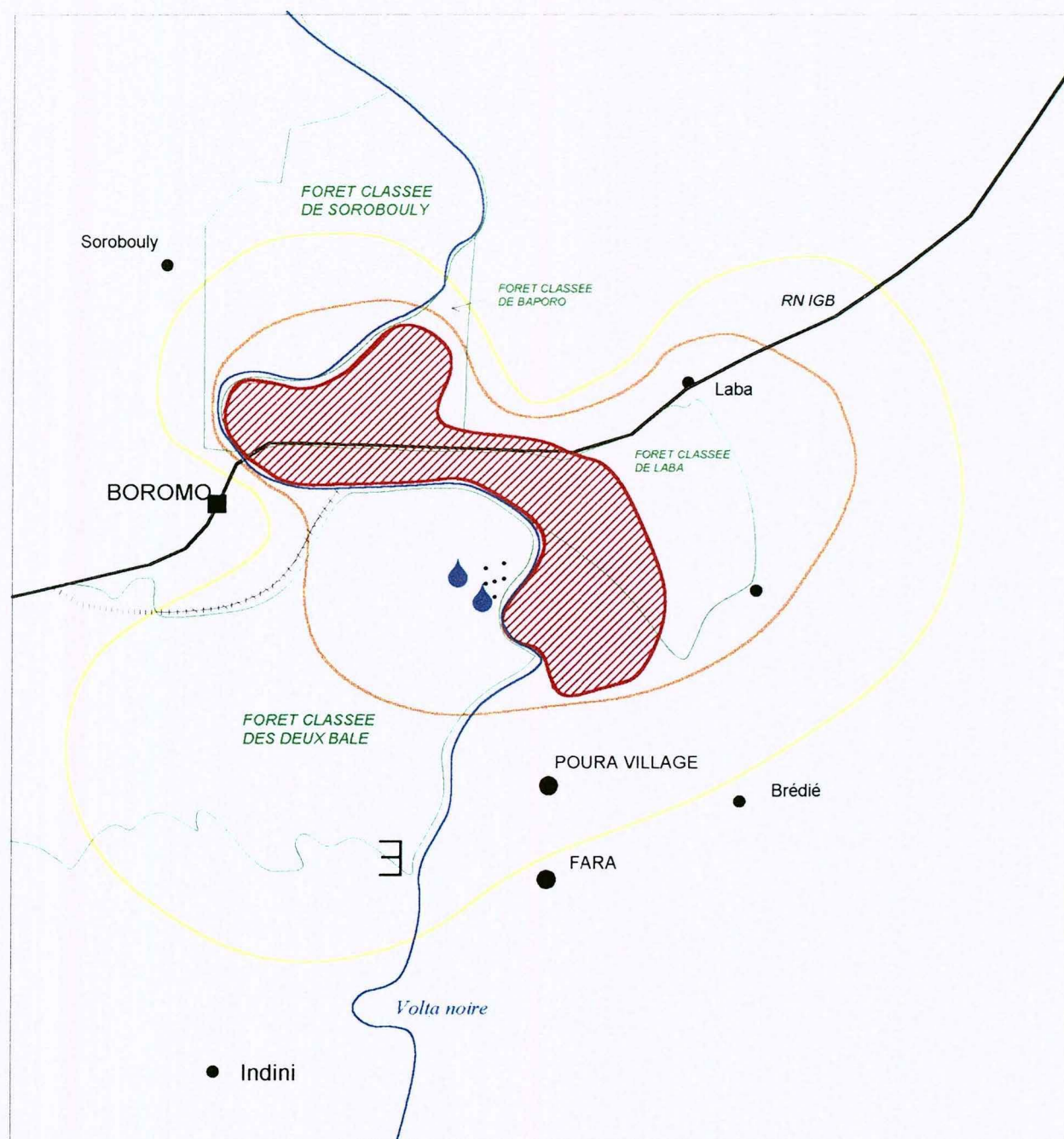
Les enquêtes de terrain et les actions de recherche démarreront dès le début du projet et seront suivies par la mise en place des actions de développement local.

Le chronogramme ci après résume la mise en oeuvre de l'ensemble de ce dispositif.

**Projet de gestion et de valorisation villageoise
des populations d'éléphants dans la Vallée du Mouhoun**

	Année 1				Année 2				Année 3			
	Tri. 1	Tri. 2	Tri. 3	Tri. 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri. 4	Tri. 1	Tri. 2	Tri. 3	Tri. 4
Animation												
Animation												
Mise en place comités de gestion et des FIC												
Constitution dossiers de développement local												
Entretien et surveillance barrières éléphants												
Recherche												
Suivi des éléphants												
Etude des terroirs villageois												
Infrastructures												
Campements												
Poste de guides												
Barrière anti-éléphants												
Forages faune												
Pistes d'accès campement												
Pistes de vision												
Tracés des layons périmétraux												

CARTE 1 : PROPOSITIONS D'AMÉNAGEMENT DE BOROMO, BURKINA FASO, 1998



LÉGENDE

INFRASTRUCTURES ET AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- Rivière
- Limites territoriales de Forêts classées
- Route nationale
- Ville
- Village
- Hameau

INFORMATIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ET PROPOSITIONS D'AMÉNAGEMENTS :

- Présence permanente d'éléphants
- Zone de migration quotidienne d'éléphants
- Zone de migration et présence exceptionnelle d'éléphants
- ⋯ Tracé de la barrière de protection contre les éléphants
- ⋯ Tracé de la barrière à confirmer
- Zone d'aménagement (vision d'hippopotames)
- ⋮ Zone d'implantation du campement
- Mare à aménager avec forage
-

0 2 4 8 km

Les mesures de développement touristique

Cela a été dit à plusieurs reprises, la re-dynamisation d'une activité de tourisme de vision sur la zone ne peut passer que par la mise en œuvre d'investissement hôteliers conséquents et en tous cas sans rapport avec ce que propose actuellement l'Hôtel Relais de Boromo.

Un site favorable à l'installation d'un campement touristique devra être positionné le long du Mouhoun (Cf. carte ci-jointe) pour bénéficier de l'attrait de la rivière, de la galerie forestière et des animaux qui s'y trouvent (hippopotames).

Dans le même temps, il faut prévoir 3 forages, 1 poste permanent de garde et sa piste d'accès (25 km) et 50 km de pérennisation de piste de vision. Le concessionnaire prendra en charge la construction du poste de perception des permis de visite à l'entrée de la concession.

2.3.3 LE VOLET OUEST

2.3.3.1 Spécificités du volet Ouest

Il convient de souligner que les zones concernées par l'étude méritent que des efforts spécifiques soient rapidement consentis afin d'éviter qu'elles ne disparaissent purement et simplement sous la pression des flux migratoires qui caractérisent la partie sud occidentale du Burkina. Les atouts immédiatement valorisables de ces zones à des fins écotouristiques ou cynégétiques sont loin d'être évidents à court terme, aussi faut-il envisager pour elles une stratégie adaptée qui consisterait en particulier à aider les concessionnaires à faire aboutir les programmes d'aménagement qu'ils envisagent.

L'étude économique a montré qu'il n'y avait pas de rentabilité possible par une exploitation cynégétique. Elle serait cependant possible en tourisme de vision.

A ce jour, les forêts de Dida et de Bontioli constituent un ensemble écologique insuffisant en vue d'une valorisation. Pour cette dernière, le concessionnaire considère qu'il ne subsiste que 12 700 ha de biotope non anthropisé. En revanche, les forêts de Boulon-Koflandé et de La Mou présentent des potentialités intéressantes avec plus de 30 000 ha exploitables.

Seul le concessionnaire de La Mou a présenté un dossier technico-économique concrétisable. De plus, il a réalisé de nombreuses infrastructures (campement avec forages et quelques pistes).

Deux cas de figure se présentent :

- La Mou qui peut prétendre aux mêmes schéma de développement que dans l'Est : une aide concrète et contractualisée aux infrastructures de la zone : un poste de garde et 25 km de piste d'accès pérennisée, un circuit de vision pérennisé de 30 km passant à proximité de trois points d'eau aménagés correspondant à trois forages. Le développement local autour de La Mou sera pris en charge par le Projet HKM, sans qu'il y ait besoin de réabonder son FIL.

- Les autres zones qui pourraient prétendre à un schéma de développement mais sur présentation d'un dossier technico-économique réalisable qui serait financé par le FASC (Fonds d'Appui Spécial à la Conservation). Les actions de développement local autour de ces zones devront être prises en charge par les financements existants sur place.

2.4 LE FONDS D'APPUI SPECIAL A LA CONSERVATION (FASC)

Cette entité a été définie au cours de la mission de Mme Piquet et M. Crépin (AFD) au Burkina Faso en juin 1998 et libellé comme suit :

« Ce Fonds doit permettre de mettre à disposition des UCF, même et surtout celles qui ne sont pas évoquées dans le document, des ressources non affectées au préalable qui seront mobilisées sur la base du dynamisme des concessionnaires privés et dans une logique de contrepartie. Le Fonds aura pour but d'inciter, par des apports additionnels spécifiques, la mise en œuvre d'actions en faveur de la Conservation, en particulier dans des aires de faune dont la rentabilité immédiate n'est pas la première caractéristique. »

Ainsi qu'il en a été fait mention plus haut, ce Fonds permettra d'abonder les programmes de conservation présentés sur l'ensemble du territoire national par des opérateurs à un comité spécifique de sélection qui jugera de l'éligibilité des projets. Ces projets peuvent concerner par exemple :

- La conservation d'un biotope ou d'une espèce menacée,
- La composante formation ou éducationnelle des projets mis en œuvre,
- La gestion participative de ressources naturelles
- Etc.

A ce comité permanent participeront les Directeurs du Ministère (DFC, DG), un ou deux Directeurs régionaux, un représentant des bailleurs de fonds, un représentant du Budget et du Ministère du Plan.

En plus des membres permanents de ce comité figureront au cas par cas, les Directeurs Régionaux des régions concernées par les financements en question.

L'animation de ce volet sera prise en charge par la cellule de coordination et de suivi du projet.

La sensibilisation des acteurs, le montage et la présentation des dossiers au Comité de sélection, le suivi sur le terrain des actions mises en œuvre feront l'objet d'une active participation de la coordination du projet.

2.5 LE VOLET « DEVELOPPEMENT LOCAL »

Le chapitre « volet développement local résulte d'une analyse qui s'est limitée à la zone de l'Est. Pour des raisons présentées plus loin, une démarche identique ne peut être développée sur Boromo, notamment parce qu'une analyse approfondie des déplacements des animaux doit être effectuée préalablement (année 1 du projet). Pour La Mou, l'extrême exigüité des surfaces exclut le principe même d'une zone périphérique sensu stricto et une autre approche est donc proposée.

2.5.1 DESCRIPTIF DU VOLET

2.5.1.1 Objectifs

- Appuyer les populations rurales des villages limitrophes des aires de faune concernées dans l'initiation, la planification, l'instruction, le financement et la mise en oeuvre de leurs initiatives de développement : sociales, économiques, gestion des ressources naturelles, etc.
- Développer une stratégie qui responsabilise les acteurs locaux, structure la société civile afin que ces programmes soient conduits sur des bases écologiques durables et socialement reproductibles.
- Promouvoir des solutions qui participent à la conservation de la faune sauvage dans les aires de faune et dans les terroirs villageois ainsi qu'au développement de l'écotourisme.

2.5.1.2 Stratégie d'intervention

- Etablir une typologie pertinente des villages concernés :
 - villages limitrophes concernés par les retombées de la grande chasse ;
 - villages concernés par la petite chasse villageoise.

Les villages concernés par le développement local (FIL) sont tous ceux des préfectures limitrophes des aires de faune.

- N'investir qu'à la demande.
- Développer une approche multisectorielle, c'est à dire répondre aux priorités de la population quelles qu'elles soient.
- Ne rien réaliser clés en mains.
- Associer les acteurs locaux à toutes les étapes de la démarche depuis l'initiation des Projets jusqu'à leur exécution technique et financière (ils cessent d'être des simples bénéficiaires pour devenir des acteurs qui expriment leurs préoccupations et aspirations et que les techniciens aident à mieux préciser, voire à orienter, et mettre en œuvre).

Cette approche soutenue par une démarche opérationnelle et des outils méthodologiques développées et éprouvés dans de nombreux contextes (PDL/Ganzourgou, PDL/Tapoa, PADL/Yatenga, PDRI/HKM, Unités opérationnelles du Programme National de Gestion des Terroirs, etc.). Elle tend d'ailleurs à se généraliser au niveau de plusieurs autres projets et programmes de coopération bilatérale (belge, néerlandaise, etc.)

Il ne s'agit donc pas d'une approche nouvelle à tester mais (à partir des résultats concrets et probants qu'on enregistre sur les opérations sus-citées) de son extension à de nouvelles aires géographiques qui en plus ont des potentialités fauniques à valoriser.

2.5.1.3 Contenu du programme

Comme précisé ci dessus, il s'agit d'un projet à vocation multisectorielle devant couvrir tous les domaines où s'expriment les besoins des acteurs locaux pour leur développement social et économique et qui renforce leur partenariat avec les concessionnaires pour la gestion concertées des ressources naturelles et le développement de l'économie. On peut répartir ces actions en sept (7) groupes principaux.

(1) Actions de préservation et de mise en valeur durable du patrimoine naturel

- Lutte anti-érosive
- Production et conservation de la matière organique des sols
- Reboisement / pépinières
- Diverses actions de protection des ressources naturelles

(2) Préservation et mise en valeur durable des ressources en eau

- Barrages, retenues d'eau
- Puits à grande diamètre
- Forages
- Boulis / aménagement de mares

(3) Equipements sociaux collectifs

- Education :
 - Ecoles,
 - logements d'enseignants
- Santé :
 - Centres de santé (CSPS)
 - Pharmacies villageoises
 - Logements d'infirmiers

- Alphabétisation :
 - Centre d'alphabétisation
 - Centres villageois (d'animation)
 - Pistes rurales

(4) Equipements collectifs marchands

- Banques de céréales
- Abattoirs
- Postes d'eau autonomes
- Marchés villageois
- Marchés à bétail
- Parcs de vaccination
- Forages pastoraux
- Moulins à mil

(5) Activités économiques

- Forages
- Vergers
- Apiculture
- Maraîchage
- Pêche
- Embouche
- Ateliers de soudure
- Divers types d'artisanat utilitaire

(6) Equipements agricoles individuels

- Houes
- Charrues
- Charrettes
- Petits équipement divers

(7) Formation

- Alphabétisation
- Formation spécifique d'accompagnement
- Formation technique d'accompagnement à la conduite et à la tenue des investissements réalisés
- Gestion commerciale/ financière des unités économiques

2.5.1.4 Problématique des hameaux de cultures

La réflexion sur le développement des villages riverains des aires classées soulève l'épineuse question des hameaux de cultures .

En effet, la région de l'Est Burkina, en particulier la province de la TAPOA par exemple, dont près de 1/3 de la superficie est constituée d'aires classées connaît une multiplication inquiétante des hameaux de cultures, à tel point que la structure des agglomérations est en train d'être profondément modifiée.

En effet, sur les 154 villages que compte la Province de la Tapoa au total, on dénombre déjà 245 hameaux de culture, et la tendance à la création de ces hameaux ne semble pas prête de s'arrêter.

La question se pose alors de savoir s'il faut investir de manière conséquente dans ces hameaux quand on sait que ces investissements vont certainement fixer davantage la population et surtout faire de ces hameaux des zones d'attrait (donc des fortes migrations), ce qui peut, à terme, induire de fortes pression sur les ressources naturelles autour et à l'intérieur des aires classées.

2.5.1.5 Des questions cartographiques et de matérialisation des limites des aires classées

Relativement à cette question de l'analyse de la situation des agglomérations par rapport aux aires classées, on est confronté à un réel problème de documentation cartographique.

Les cartes IGN au 1/50 000 que la mission a pu consulter ont été éditée en 1955. Les renseignements qu'elles contiennent tant sur le plan administratif que physique sont dépassés, surtout dans le contexte d'une région qui connaît une importante immigration.

Il existe cependant, ça et là pour certaines zones, des esquisses ou des plans (malheureusement souvent approximatifs) que différents intervenants ont pu élaborer pour leur propre usage ; de même, plusieurs séries de prises en vues aériennes ainsi que des images Spot sont disponibles. Il reste à les exploiter, ce qui ne peut se faire sans un investissement en temps et en moyens matériels conséquents.

Dans tous les cas, il semble essentiel, au niveau du Ministère de l'Environnement et de l'Eau, que des dispositions utiles soient prises pour combler cette lacune majeure, même si elle ne peut constituer une condition préalable à la mise en œuvre du Volet d'Appui au Développement Local. Il s'agira par exemple de :

1°- Procéder à des enquêtes visant à réunir toute la documentation cartographique existant sur la région de l'Est. Cette enquête doit se faire auprès des services techniques étatiques, des projets et institutions de développement, d'organismes d'études et de recherches, ainsi que d'ONG intervenant dans la région.

2°- Envisager, au cas où cette enquête ne donnerait pas de résultats satisfaisants ou complets, de monter une opération spécifique destinée à la réalisation d'un fond de carte au 1/50.000 et de cartes thématiques (au moins sur les aires classées et les zones périphériques) de manière à

fournir un précieux outil de planification et de conception technique aux différents acteurs du secteur de la faune en particulier.

3°- Délimiter et matérialiser, de manière claire, systématique et durable les limites de toutes les aires classées (limites extérieures et limites intérieures entre les différentes zones).

2.5.1.6 Zones d'intervention

Le choix des zones d'intervention résulte d'une décision consensuelle issue d'une consultation élargie des parties prenantes. Trois régions d'importance respective très inégale ont été retenues dans le cadre du Projet :

- la zone de l'est centrée sur Arly et Pama
- la zone de Boromo au Centre
- la zone de La Mou

Dans le volet développement local, il sera pris en compte les préoccupations de l'ensemble des villages des départements limitrophes des aires de faune. Ces départements sont :

Province	Département	Population
Kompienga	Pama	11 000
	Madjoari	7 000
	Total	18 000
Gourma	Fada N'Gourma(non compris la commune)	56 100
	Matiakoali (non compris la commune)	38 500
	Total	94 600
Tapoa	Logobou	46 800
	Partiaga	33 700
	Tambaga	30 200
	Total	110 700
Total général		223 300

Dans la Province de la Kompienga, le Département de la Kompienga n'est pas limitrophe des aires classées. Si le projet prenait en compte ce département, il incluerait 20 000 habitants supplémentaires.

Les deux départements concernés dans la province du Gourma s'étendent bien au-delà des zones concernées par le projet.

La population cible est de 223 300 habitants (source recensement administratif de 1998). Une telle option qui ne limite pas les interventions du projet aux seuls villages limitrophes (qui sont souvent des hameaux de culture) se justifie par le fait que :

- Les investissements socio-collectifs souvent prépondérants (santé, éducation, pistes, hydraulique, etc.) sont souvent des initiatives intervillageoises, conçues en adéquation avec les normes sectorielles nationales (aires de santé, carte scolaire, etc.),

- Les investissements de préservation du patrimoine naturel où les projets à caractère économique sont soit individuels, soit initiés par des groupes socio-professionnels spécifiques, qui, s'ils sont soutenus dans leur village d'origine, auront tendance à se sédentariser. On limiterait aussi la pression sur les aires classées.

Descriptif informatif de la Zone de l'Est (source Idani/Ouedraogo 07/98)

Aire concédée	Villages limitrophes concernés	Villages concernés plus éloignés	Total villages
Pama nord	13	6	19
Pama Centre Nord	4		4
Pama Centre Sud	3		3
Pama Sud	4		4
Konkombouri	1		1
Ougarou	10	4	14
Parc National d'Arly	6		6
Koakrana	3	3	6
Pagou-Tandougou	3		3
Total	47	13	60

Une enquête réalisée d'août à novembre 1998 par Pascal Rouamba, élève inspecteur des Eaux et Forêts a déterminé la population des villages riverains des aires protégées dans l'UC d'Arly :

Province	Préfecture	Villages limitrophes concernés	Hameaux de culture	Population
Tapoa				
	Logobou	8	35	22 941
	Tambaga	3	7	1 749
	Partiaga	2	9	4 498
Kompienga				
	Madjoari	8	2	5 846
Total		21	53	35 034

2.5.2 DEMARCHE D'INTERVENTION ET ANALYSE DES FONCTIONS ESSENTIELLES ET DE LA POSITION DES DIFFERENTS ACTEURS

La démarche d'intervention, pour assurer l'adhésion et la participation conscientes des populations, doit être à la fois souple, patiente, participative, mais également soutenue, opérationnelle et efficace puisqu'en dernier ressort, sa pertinence dépendra des actions concrètes qui se mèneront sur le terrain et qui participeront à une certaine densification du tissu économique local et à l'amélioration des conditions de vie.

Compte-tenu des leçons tirées des expériences en cours au niveau national des projets sus-cités et du Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT), sept fonctions essentielles (ou étapes) semblent s'imposer pour boucler le cycle des micro-projets.

Le passage en revue de ces sept fonctions et surtout l'analyse de la position des différents acteurs (acteurs directs et partenaires associés) permettront de voir se dessiner le cadre institutionnel/organisationnel qui pourrait convenir à ce type de Projet.

2.5.2.1 La fonction d'information, de présentation et de promotion du Projet

A l'installation du Projet, il sera développé un système pertinent de communication qui présente à tous les partenaires ses objectifs, l'envergure et les limites de son offre de service, ainsi que les conditions de collaboration qui lui sont associées.

Cette fonction, qui sera assurée par l'équipe du Projet, sera établie en direction des groupes cibles (villages limitrophes concernés), des autorités administratives, des services techniques déconcentrés de l'Etat, des autres partenaires (ONG, autres Projets de Développement, Associations professionnelles, etc.)

2.5.2.2 La fonction d'animation pour l'émergence d'initiatives de base et l'initiation de micro-projets.

Cette fonction sera assurée par l'équipe du Projet, en collaboration dans certains cas avec des structures partenaires identifiées (Services Techniques, ONG, etc.) qui souvent s'investissent dans des programmes similaires ou sectoriels se recoupant avec les éléments de l'offre de services du Projet.

En effet, certains de ces partenaires sont souvent sur le terrain depuis plusieurs années (voire décennies) avec parfois des approches similaires (participatives) et disposent d'une bonne couverture spatiale par leurs équipes d'encadrement ou d'appui-conseil.

Dans tous les cas, il s'agira, dans chaque village concerné, de procéder à un diagnostic conjoint des situations de départ, d'identifier ses contraintes au développement et ses potentialités, ainsi que les solutions pertinentes à promouvoir pour son développement et pour le soutien à la politique de protection et de valorisation des unités de conservation de faune.

2.5.2.3 La fonction d'instruction de micro-projets

Cette fonction intègre à la fois des études de faisabilité, des études d'exécution et même dans certains cas, des études complémentaires, nécessaires à la réussite des micro-projets.

Lorsqu'une initiative ne requiert qu'une instruction sommaire, elle peut être menée par l'équipe du Projet. Mais, dans d'autres cas nécessitant une expertise pointue par exemple ou un engagement technique plus conséquent et plus long, il sera nécessaire de les confier à d'autres partenaires :

- Cabinets d'expertise privés notamment
- ONG / Associations professionnelles,
- Services déconcentrés de l'Etat.

A cela deux raisons :

- l'équipe du Projet n'aura pas suffisamment de temps et/ou les compétences pour effectuer ce type d'étude ;
- elle n'a pas pour vocation de se transformer en bureau d'étude quand bien même elle en aurait la capacité technique. Elle doit analyser, réorienter, réceptionner les travaux confiés aux partenaires suscités. Elle ne peut et elle ne doit pas être à la fois juge et partie.

2.5.2.4 La fonction de financement des initiatives de base

Cette fonction est capitale dans le processus de mise en oeuvre des initiatives de base. Elle soulève plusieurs questions dont :

- La structure du financement avec notamment la question de la contribution propre des promoteurs (contributions monétaires et investissement humain).
- La décision de financement : un comité de décision de financement (Comité d'octroi de subvention) sera seule habilitée à prendre cette décision. Il sera composé en majorité de représentants des communautés de base et de représentants de l'équipe du projet et des services déconcentrés de l'Etat. Ce comité délibérera sur la base de règles convenues entre l'équipe de projet et les instances locales (collèges de représentants locaux au niveau villageois, départemental et interdépartemental). Ces règles sont consignées dans divers outils méthodologiques qui seront développés (code de financement, référentiel des normes et coûts, observatoire des prix, grille d'analyse des micro-projets, etc.)
- Les relations contractuelles devant organiser l'exécution financière des projets avec notamment des conventions de financement signées entre les promoteurs et cet organe de décision de financement, et les contrats de prestations signés entre ces promoteurs et les différents prestataires (entrepreneurs, tâcherons, ONG, associations...)

La structure des financements

La responsabilisation des acteurs locaux dans la prise des décisions qui les concernent et dans la mise en oeuvre de leurs initiatives exclut des réalisations clés en mains. La maîtrise d'ouvrage locale doit être assurée par les promoteurs qui nécessairement cofinancent les actions avec le Projet. Cette contribution doit être à la fois en investissement humain (s'il y a lieu) et financière (monétaire), le taux de contribution restant à être fixé selon les cas. Ces principes directeurs dans la promotion des initiatives de base favorisent une meilleure appropriation des micro-projets par les promoteurs : ils sont propriétaires de ce qu'ils réalisent avec l'appui technique et financier du Projet et acquièrent une meilleure connaissance technique de leur projet pour avoir participé aux travaux d'exécution.

Les acteurs locaux doivent, à travers leurs représentants, participer à la prise de telles décisions parce que dans ce type de Projet, ayant l'ambition de promouvoir un développement véritablement durable, tout se passe comme si l'Etat, avec l'appui de ses partenaires financiers, mettait à la disposition de ses population dans les régions, un Fonds d'Investissement Local (FIL). Le rôle de structures techniques étatiques doit être de les aider à gérer ce FIL, en les aidant à identifier, à instruire, à financer et à réaliser leurs initiatives les plus pertinentes. La structure de décision est composée de représentants locaux, dûment désignés par les communautés de base en fonction de leurs compétences, qualités morales et de leur aptitude d'animateur de la vie publique locale.

2.5.2.5 La fonction d'exécution technique et financière

L'exécution technique et financière

Comme déjà précisé le Projet a une vocation de soutien à l'économie locale au sens le plus large. Dans cette optique les travaux doivent être prioritairement confiés aux prestataires locaux que le Projet travaillera à soutenir, notamment en leur procurant ces opportunités de marchés.

On sait à l'avance que dans certaines régions, ces capacités techniques locales sont modestes : problèmes de maîtrise technique, problèmes d'équipement technique et de surface financière pour réaliser ces travaux. Dans ce cas, des mesures d'accompagnement peuvent être envisagées pour faciliter l'accès des "entrepreneurs" locaux aux contrats de travaux : notamment par l'acceptation de modalités favorables de paiement des décomptes, accompagnées de systèmes de suivi et d'encadrement techniques adaptés. Bien sûr, lorsque dans une région, ces capacités techniques locales d'exécution sont quasi inexistantes, on peut et on doit faire appel aux régions voisines, sans nécessairement remonter à la capitale où ces possibilités existent et sont d'ailleurs plus onéreuses à mobiliser (distances, charges de structures élevées pour les grosses entreprises, coût de l'amenée et du repli des matériels).

L'exécution financière

C'est dans cette séquence qu'il faut affirmer sans **ambiguïté** le statut des promoteurs dans la maîtrise d'ouvrage locale. Ils sont, il faut le répéter, les propriétaires de leurs micro-projets dont ils bénéficieront de tous les "retours", mais que le Projet aide à réaliser. De ce fait, et comme déjà précisé, ce sont eux qui, avec l'aide du Projet, consultent les prestataires, les sélectionnent, signent les contrats de prestations et participent au suivi de l'exécution. Pour les paiements, deux cas de figure peuvent être envisagés :

- les ressources de subvention accordées par la Commission sont virées dans des comptes ouverts par les promoteurs qui effectuent les paiements en direct.
- les promoteurs "co-visent" les décomptes avec un membre de l'équipe du Projet et les prestataires les déposent auprès du comptable régional du Projet qui effectue les paiements.

La deuxième option peut être envisagée au départ, avec d'ailleurs la possibilité d'évoluer progressivement vers la première, après que l'Equipe du Projet a eu une pleine maîtrise de ces questions, et des implications que soulève telle ou telle formule.

2.5.2.6 La fonction de gestion des investissements

La promotion des initiatives de base doit proscrire l'esprit d'assisté perpétuel dans lequel nombre de communautés ont tendance à se complaire dans le cadre des projets classiques. Les acteurs locaux doivent être orientés vers une vision moins fataliste de leur état de pauvreté matérielle, et saisir l'opportunité qu'offre le Projet pour rejeter leur statut d'assistés et devenir des véritables entrepreneurs ruraux capables de pérenniser leurs initiatives, de les faire fructifier et de les rendre reproductibles. Un tel objectif doit constituer la base sur laquelle devra s'édifier le système de gestion à la fois technique, économique, et financière des investissements réalisés.

- Au plan technique, l'entretien, la maintenance des ouvrages les rendront durables et éviteront les rapides exigences de réhabilitations très coûteuses qui sont alors généralement hors de portée des produits générés par les micro-projets ou de l'épargne des promoteurs.

Le manque d'entretien et de maintenance, leur insuffisance ou le manque de maîtrise technique de ces questions, conduisent généralement à des ouvrages rendus rapidement non fonctionnels, non productifs, donc à l'asphyxie et à la mort des projets. C'est pourquoi, dans le processus de conduite des opérations de mise en oeuvre des initiatives depuis leur identification jusqu'à leur exécution technique et financière, cette problématique doit être intégrée, à travers l'animation, l'information, l'organisation et la formation de promoteurs. L'Equipe du Projet devra approfondir la réflexion sur ces questions de manière à définir et à préciser un mode d'intervention qui les prenne en compte.

- Au plan financier également, un accent particulier sera porté sur les actions d'accompagnement qui rationalisent la gestion de micro-projets financés ainsi ou qu'éventuellement celle des ressources financières générées (information, formation en technique de gestion des unités économiques).

Au total, il faut remarquer qu'on peut bien distinguer le statut de promoteur ou de maître d'ouvrage ou de propriétaire, de celui de gestionnaire. En effet, des investissements réalisés par exemple par un village ou un groupement professionnel peuvent être utilement mis en gérance et assurée par des tiers (personnes physiques ou morales) sous diverses formes:

- location
- gestion déléguée
- affermage

Au fur et à mesure de l'avancement du Projet, toutes ces voies doivent être explorées, toutes ces formules doivent être testées au cas par cas, et il y a des chances qu'elles donnent des résultats plus significatifs que dans les situations de "gestionnaires bénévoles" membres des groupements propriétaires et qui se révèlent inefficaces puisque non motivés.

2.5.2.7 La fonction de suivi - évaluation

On bouclera le cycle de micro-projets avec la mise en place d'un système de suivi-évaluation qui a pour vocation de poursuivre deux objectifs principaux :

- Evaluer l'itinéraire technique de chaque micro-projet ou de chaque groupe de micro-projets pour déceler les atouts et les insuffisances, tirer toutes les leçons aptes à améliorer le mode d'intervention du Projet, la performance de l'Equipe du Projet, des acteurs et partenaires locaux ou institutionnels.
- Mesurer l'impact des initiatives réalisées aux plans économique, financier, social, etc... Il faut remarquer que la mesure de ces impacts n'est généralement possible qu'après plusieurs cycles d'exploitation des projets. Cette évaluation d'impact sera ultérieurement nécessaire pour nourrir la réflexion sur toute la problématique du développement durable.

Le suivi - évaluation se fera à travers plusieurs actions (à la fois internes et externes au Projet).

- rapports semestriels établis par l'Equipe du Projet,
- rapport annuel établi par l'Equipe du Projet synthétisant et analysant les activités menées et dégagant les perspectives pour l'année suivante,
- ateliers et autres séminaires d'appropriation de la démarche, d'auto-évaluation de cette démarche, de formation ou de capitalisation de l'expérience acquise au niveau technique, méthodologique, organisationnel etc...,
- les audits externes annuels à la fois techniques, comptables et financiers

2.5.3 LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL/ORGANISATIONNEL

En considération de ce qui précède (analyse des fonctions et de la position des différents acteurs), il devient aisé de proposer un cadre institutionnel / organisationnel adapté à la conduite du programme de promotion des initiatives de base dans le secteur de l'Eau. Il est articulé ainsi qu'il suit :

2.5.3.1 La tutelle technique

Le Ministère de l'Environnement et de l'Eau assure la tutelle technique du Projet global. A ce titre il est maître d'ouvrage du Projet, responsable de la gestion technique et financière. Il gère ainsi les relations avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances, Ordonnateur National des Fonds Publics et donc en rapport direct avec les partenaires financiers.

Pour le volet développement local, le Ministère de l'Agriculture disposant d'une bonne expérience dans la conduite de ce type de programme en assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée. Cette formule est déjà connue dans le PDL Tapoa qui a pour tutelle le Ministère de l'Agriculture et dont la maîtrise d'ouvrage déléguée du volet Faune/Arly est assurée par le MEE.

2.5.3.2 La structure de gestion du Projet

Les pouvoirs publics Burkinabés, après les recommandations de l'Assemblée Générale des Chefs de Projets de 1996, ont pris l'option stratégique de désormais contractualiser la gestion des Projets.

Certains ministères (comme celui de l'Agriculture par exemple) ont même décidé de développer une approche de gestion privée de certains de ses projets, notamment ceux d'appui au développement local, avec comme avantages entre autre :

- d'opérateurs astreints à des obligations de résultats,
- de bonnes performances techniques et beaucoup de créativité dans les approches techniques, méthodologiques et organisationnelles,
- des coûts de fonctionnement plus maîtrisés,
- des fins de Projets toujours plus maîtrisables pour l'Administration.

Une telle option retenue de plus en plus souvent par l'AFD semble appropriée au contexte global du Projet.

Au plan de la structuration générale de l'intervention du Projet, on peut rationnellement recruter plusieurs opérateurs :

- Un opérateur pour l'Ouest : projet HKM
- 3 opérateurs pour l'Est pour les villages riverains des UFC. d'Arly, Ouamou et Pama (ADELE, Volontaires du progrès,...)

On remarquera d'ailleurs qu'au cas où le Projet de développement local de la TAPOA connaîtrait une nouvelle phase (la phase actuelle doit se clore au 31 Décembre 1999), les villages riverains de l'UFC d'Arly pourraient voir leur programme d'appui utilement et rationnellement confié à ce Projet.

2.5.3.3 La structure d'administration, d'orientation et de contrôle

Il est essentiel que soit mis en place un organe d'administration du Projet. Cette formule à l'avantage de faire suivre le Projet par des structures nationales impliquées, puisque au moins une fois par an, se tiendra une session de ce Comité de Suivi dont les attributions sont résumées comme suit :

- Dégager les grandes orientations du Projet
- Prendre toutes mesures ou décisions à caractère stratégique concernant le Projet
- Approuver les programmes et les rapports d'activités chaque année
- Apprécier la performance des opérateurs

- Assurer ou faire assurer les missions externes (d'appui, de suivi, de supervision, de contrôles divers).

Cette structure qui est le Conseil de Projet aura un secrétariat permanent animé par un cadre spécialement et exclusivement commis à cette mission.

2.5.3.4 Composition du Comité de Suivi

• Directeur Général des Eaux et Forêts	Président
• Représentant Ministère de l'Agriculture	Vice-Président
• Représentant DFC	Membre
• Représentant DEP / MEE	"
• Représentant Ministère Economie et Finance (DG / Coop)	"
• Représentant Ministère des Ressources Animales	"
• Représentant Commission Nationale de la Décentralisation	"
• Représentant Ministère de l'Administration Territoriale	"
• Représentant Bailleurs de fonds	"
• Représentant Communautés locales organisées	"

2.5.3.5 Les instances locales de "participation" au Projet

L'Equipe de Projet proposera une organisation qui assure la meilleure représentation des communautés de base dans les organes d'animation du Projet.

Ces instances locales qui tiendront compte des organisations existantes et de la perspective de la mise en place des structures de la Décentralisation en milieu rural, pourraient être articulées du niveau villageois au niveau départemental puis au niveau régional.

2.5.4 *SYSTEME DE GESTION FINANCIERE A ASSOCIER A UN TEL DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ORGANISATIONNEL*

2.5.4.1 Principes de base

Dans un projet de ce type, le mode ou système de gestion financière à mettre en place devrait répondre à trois (3) impératifs :

- L'opérationnalité dans la conduite du Projet par la mise en place de procédures d'engagement (de dépenses) et de paiement simples, avec une claire définition des pouvoirs de chaque responsable impliqué dans la gestion du Projet qui ambitionne d'avoir un niveau d'exécution technique élevé, donc un taux d'absorption conséquent. Les procédures financières doivent s'inscrire dans cette logique et non lui constituer un frein.

- La garantie de la sécurité des fonds doit naturellement être un objectif à associer à cette volonté de gestion opérationnelle. Ces procédures qui doivent être transparentes, comporteront des points de contrôle clairement identifiés et qui seront suivis par les différents responsables dans l'exécution de leur mission.
- La promotion de la maîtrise d'ouvrage locale doit se combiner de façon claire avec l'implication des acteurs locaux et des promoteurs dans la gestion des ressources qui leur sont allouées.

2.5.4.2 L'organisation de la gestion budgétaire

La séparation des budgets

L'un des indicateurs de performance de ce type de Projet, c'est aussi le ratio coût de fonctionnement du dispositif- Projet/ coût des initiatives de base financées.

L'objectif de maîtriser les coûts de fonctionnement et d'orienter l'essentiel des ressources allouées au financement des initiatives de base doit être renforcé par la séparation claire de deux budgets. Le budget de fonctionnement sera le plus précis possible tandis que le Fonds d'Investissement Local sera lui, global et ouvert au financement des micro-projets qui ne sont pas connus à l'avance, puisque dépendants des préoccupations et des demandes des promoteurs.

La décentralisation de la gestion des fonds

Les travaux d'exécution des micro-projets se feront sur toute l'étendue des zones concernées avec un nombre élevé de prestataires, en majorité de petits entrepreneurs et autres artisans. Il est quasiment impossible dans un tel contexte et si on veut véritablement être opérationnel, de mettre en place un système de gestion centralisée qui serait piloté de OUAGADOUGOU. C'est pourquoi il faut impérativement décentraliser la gestion des deux. Le schéma serait le suivant :

- Au niveau du Fonds "Fonctionnement"

Il convient de remarquer que ce Fonds "Fonctionnement" est destiné aux matériels du Projet, (matériels roulants, matériels de bureau, matériel technique, etc...) ainsi qu'à assurer le fonctionnement de ce dispositif (fournitures diverses, eau, électricité, téléphone, salaires et indemnités, divers entretien, frais financiers, etc...). Il s'agit en fait du fonctionnement des Opérateurs.

- Au niveau du Fonds d'Investissement Local

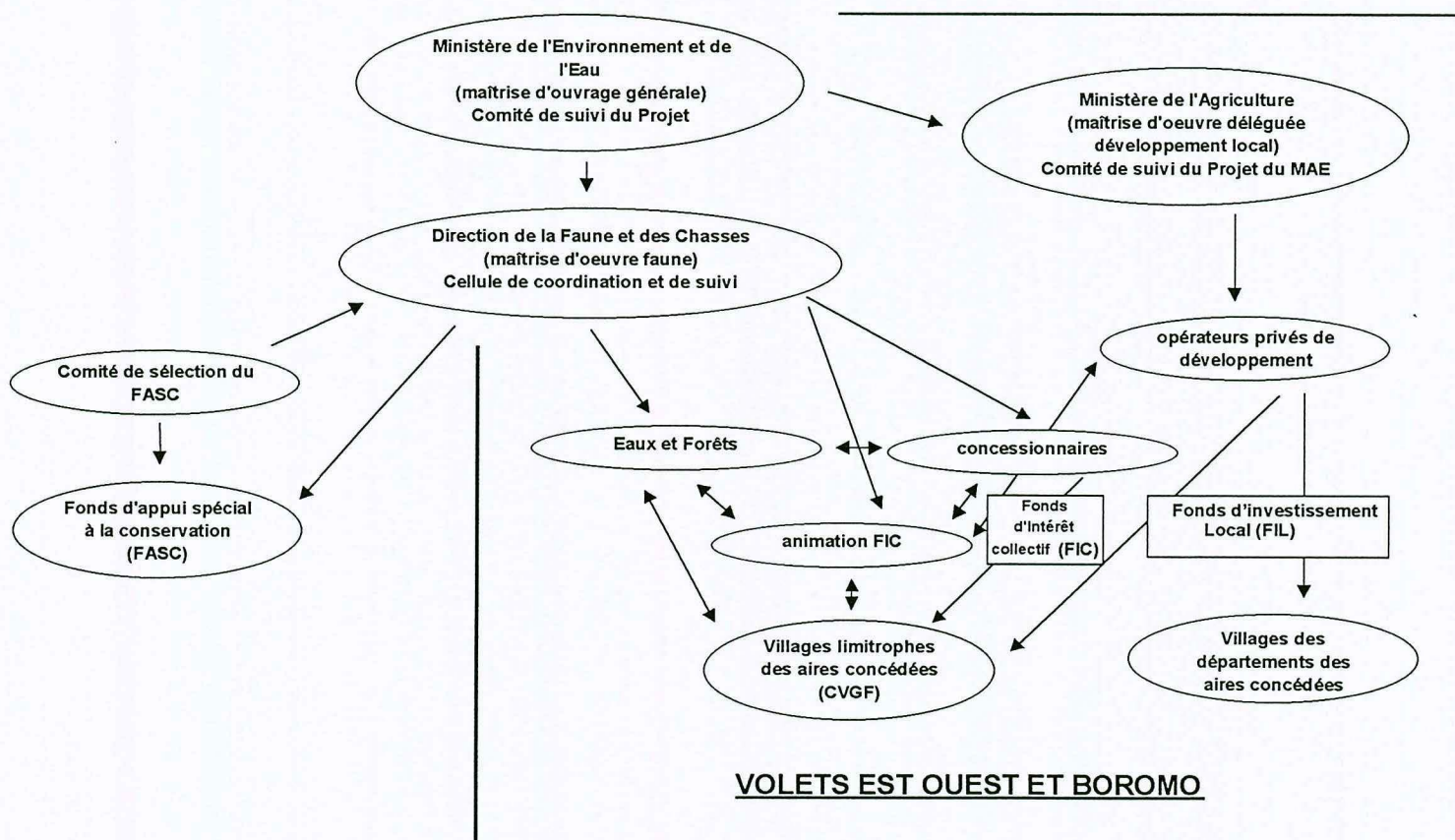
Sur la base du niveau d'activités prévisionnel dans chaque région, il est calculé un "volant" de trésorerie réaliste. Ce montant est viré sur le compte du Projet ouvert à cet effet, et à titre d'avance.

Le Projet effectue les dépenses avec l'implication des promoteurs (paiement des décomptes des divers prestataires), recueille les factures, constitue des dossiers de Demande de Remboursement de Fonds (DRF) à transmettre au bailleur de fonds (via la Direction Générale de la Coopération), qui procède à une réalimentation du compte à hauteur du montant des DRF.

- Des contrôles à posteriori

Tout ce schéma est basé sur un système de contrôle à posteriori. Des audits externes annuels seront commis pour vérifier et rendre compte de la gestion de ces fonds

2.6 ORGANIGRAMME DU PROJET



3 LES COUTS DU PROJET

On trouvera ici la ventilation des coûts du Projet en fonction des diverses opérations unitaires identifiées dans le rapport.

3.1 APPUI CENTRAL AU PROJET

3.1.1 COORDINATION ET SUIVI

Ce volet correspond à la mise en place de la cellule basée à Ouagadougou à la Direction de la Faune et des Chasses (DFC). Elle comprend :

- Un cadre Burkinabé,
- Une secrétaire,
- Un assistant technique sur financement FAC,
- Des bureaux équipés,
- Un budget de fonctionnement.

Le financement de cette cellule est évalué à 60 millions de F CFA pour la durée du Projet (3 ans).

3.1.2 APPUI A L'ADMINISTRATION

3.1.2.1 Appui matériel

Cet appui sera matérialisé par un équipement en :

- 3 pick up pour les 3 UC à équiper à 11 000 000 F CFA/unité
- 8 motos tout terrain à 2 000 000 F CFA/unité
- 12 GPS à 150 000 F CFA/unité
- 12 paires de jumelles à 200 000 F CFA/unité
- 10 équipements radio à 1 000 000 F CFA/unité

soit un total de 63,2 millions de F CFA.

Intitulé	Prix unitaire F CFA	Nombre d'unités	Total F CFA
Pick up	11 000 000	3	33 000 000
Moto tout terrain	2 000 000	8	16 000 000
GPS	150 000	12	1 800 000
Paire de jumelles	200 000	12	2 400 000
Equipement radio	1 000 000	10	10 000 000
Total			63 200 000

3.1.2.2 Actions de terrain

Ceci consistera en :

- la prise en charge de volets d'échanges et de formation pour les cadres nationaux qui interviendront dans la gestion des unités de conservation. Ces actions sont budgétées à hauteur de 20 000 000 F CFA.
- Des comptages aériens : 15 000 000 F CFA
- L'acquisition d'images aériennes et/ou satellitaires et leur interprétation : 10 000 000 F CFA
- De l'expertise d'appui scientifique : 20 000 000 F CFA
- Evaluation du projet : 5 000 000 F CFA

Soit un total de 70 millions de F CFA

Intitulé	Prix unitaire F CFA	Nombre d'unités	Total F CFA
Formations	20 000 000	1	20 000 000
Comptages aériens	15 000 000	1	15 000 000
Achats images	10 000 000	1	10 000 000
Expertise scientifique	20 000 000	1	20 000 000
Evaluation projet	5 000 000	1	5 000 000
Total			70 000 000

3.1.3 APPUI AU SECTEUR PRIVE

Cet appui comprendra plusieurs parties :

- Appui marketing : 10 000 000 F CFA
- Appui à la conservation : 10 000 000 F CFA
- Formation de guides de chasse : 15 000 000 F CFA
- Appui aux organisations professionnelles : 5 000 000 F CFA
- Un appui au marché : 25 000 000 F CFA

Pour un total de 65 millions de F CFA.

Intitulé	Prix unitaire F CFA	Nombre d'unités	Total F CFA
Appui marketing	10 000 000	1	10 000 000
Appui à la conservation	10 000 000	1	10 000 000
Formation de guides de chasse	15 000 000	1	15 000 000
Appui aux organisations professionnelles	5 000 000	1	5 000 000
Appui au marché	25 000 000	1	25 000 000
Total			65 000 000

Le volet appui central est évalué à 258,2 millions de F CFA.

Volet	Total millions de F CFA
Coordination et suivi	60
Appui à l'Administration	
Appui matériel	63,2
Actions de terrain	70
Appui au secteur privé	65
Total	258,2

3.2 APPUI AUX AIRES DE FAUNE CONCEDEES

3.2.1 LE VOLET EST

Animation du FIC

Il s'agira d'équiper 3 techniciens avec une moto et des moyens de fonctionnement.

Soit 16 200 000 F CFA pour les salaires (150 000 F CFA mensuel), 5 400 000 F CFA pour le fonctionnement des motos (50 000 F CFA mensuel) , 3 240 000 F CFA pour le fonctionnement d'un bureau (30 000 F CFA/mensuel) **pour un total de 24,84 millions de F CFA.**

Intitulé	Prix unitaire F CFA	Nombre d'unités	Total F CFA
Salaires	150 000	108	16 200 000
Fonctionnement motos	50 000	108	5 400 000
Fonctionnement bureau	30 000	108	3 240 000
Total			24 840 000

Les apports du projet en terme d'appui aux concessions

Ceci consistera à prévoir le financement de :

- 24 forages (hors pompes) à 5 000 000 F CFA/unité,
- 10 postes de garde à 2 500 000 F CFA/unité incluant un puit grand diamètre fermé non busé réalisé par de la main d'oeuvre villageoise,
- 245 kilomètres de pérennisation de pistes de crête d'accès aux postes de garde à 100 000 F CFA/km,
- 300 kilomètres de pistes de vision à 400 000 F CFA/km.

Soit un total de 289,5 millions de F CFA.

Intitulé	Prix unitaire F CFA	Nombre d'unités	Total F CFA
Forages	5 000 000	24	120 000 000
Postes de garde	2 500 000	10	25 000 000
Pérennisation de piste (km)	100 000	245	24 500 000
Pistes de vision (km)	400 000	300	120 000 000
Total			289 500 000

Piste de désenclavement Singou-Arly

Il faut prévoir 125 km de pistes de crête sans ouvrage d'art à un prix moyen de 1 000 000 F CFA/km, **soit 125 millions de F CFA.**

Les besoins de financement des actions du volet Est sont estimés à 429,34 millions de F CFA.

Volet	Total millions de F CFA
Animation FIC	24,84
Appui aux aires concédées	289,5
Piste de désenclavement Singou-Arly	125
Total	439,34

3.2.2 LE VOLET BOROMO

Comme il l'a été précisé dans le descriptif des actions envisagées, il apparaît difficile au stade actuel de la faisabilité du projet, compte tenu des études et enquêtes qu'il convient de mener en année 1, de donner avec précision les montants des opérations telles qu'elles ont été pré identifiées.

Les chiffres suivants sont donc indicatifs et devront être réactualiser lors de la phase de mise en place des actions prévues :

- Recensement et suivi des populations d'éléphants :
 - Acquisition de documents photographiques et d'images SPOT
 - Définition et mise en place d'un système d'information géographique permettant le zonage de l'UC et la définition des zones d'interfaces entre les mouvements des animaux et les activités humaines permanentes ou temporaires

- Opération de marquage et tracking de six éléphants :
 - ✓ Colliers émetteurs (3 millions/collier GPS)
 - ✓ Véhicule pick up
 - ✓ Survol aérien
 - ✓ Fonctionnement équipe d'enquête et de suivi (une année)
- Appui expertise : analyse et traitement des données, formation, (1 mois année 1)
- Prévention des conflits Hommes - Eléphants
 - Mise en place de 10 km de barrière électrique (3 millions / km)
 - Provision pour extension de cinq km supplémentaires
 - Création de layons périmétraux
- Appui à la mise en place des infrastructures
 - 1 poste de garde, 25 km de pérennisation de piste d'accès au poste de garde, 50 km de piste de vision et l'équipement de 3 mares par des forages.
- Animation du FIC : il s'agira d'équiper 1 techniciens avec une moto et des moyens de fonctionnement.

Le tableau suivant récapitule les coûts de ce volet pour un montant total de 156,28 millions de F CFA.

Action	Prix unitaire F CFA	Nombre d'unités	Total F CFA
Cartographie et zonage			
Photographies aériennes, images spot	5 000 000	1	5 000 000
Suivi des populations d'éléphants			
Colliers émetteurs GPS	3 000 000	6	18 000 000
Véhicule pick up	11 000 000	1	11 000 000
Survol aérien	7 000 000	1	7 000 000
Fonctionnement équipe de suivi	10 000 000	1	10 000 000
Expertise externe (1 mois)	7 000 000	1	7 000 000
Traitement et analyse des données	3 000 000	1	3 000 000
Gestion des conflits faune et village			
Barrières électriques (km)	3 000 000	10	30 000 000
Provision barrières supplémentaires (km)	3 000 000	5	15 000 000
Tracé de layons périmétraux (km)	20 000	100	2 000 000
Infrastructures			
Piste permanente (km)	100 000	25	2 500 000
Pistes de vision (km)	400 000	50	20 000 000
Poste de garde	2 500 000	1	2 500 000
Aménagement de mares	5 000 000	3	15 000 000
Animation du FIC	8 280 000	1	8 280 000
TOTAL			156 280 000

3.2.3 LE VOLET OUEST

Il s'agira de prévoir le financement des infrastructures suivantes au niveau de La Mou :

- 3 forages (hors pompes) à 5 000 000 F CFA/unité,
- 1 poste de garde à 2 500 000 F CFA/unité incluant un puit grand diamètre fermé non busé réalisé par de la main d'oeuvre villageoise,
- 25 kilomètres de pérennisation de pistes de crête d'accès aux postes de garde à 100 000 F CFA/km,
- 30 kilomètres de pistes de vision à 400 000 F CFA/km.

Soit un total de 32 millions de F CFA.

Intitulé	Prix unitaire F CFA	Nombre d'unités	Total F CFA
Forages	5 000 000	3	15 000 000
Postes de garde	2 500 000	1	2 500 000
Pérennisation de piste (km)	100 000	25	2 500 000
Pistes de vision (km)	400 000	30	12 000 000
Total			32 000 000

3.2.4 LE FONDS D'APPUI SPECIAL A LA CONSERVATION (FASC)

Le provisionnement de ce Fonds destiné au financement d'actions ponctuelles non prévues dans le document de programme a été fixé à **100 millions CFA**. Il permettra de mettre à la disposition des autres UC des ressources non affectées au préalable qui seront mobilisées sur la base du dynamisme des concessionnaires privés et dans une logique de contrepartie.

3.3 RECAPITULATIF DE L'APPUI AUX ACTIONS DE CONSERVATION

Volet	Total millions de F CFA
Appui central	257,2
Volet Est	439,4
Volet Boromo	156,28
Volet Ouest	32
FASC	100
Total	984,88

3.4 LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL

Les imprécisions qui persistent et la difficulté d'obtenir des informations quantifiées :

- sur les données de population des villages du Projet Est ciblés dans l'étude,
- sur les besoins réels des villages et donc sur le volume des infrastructures susceptibles d'y être financées dans le cadre du projet,
- sur le statut de la future zone périphérique de Boromo dont l'importance relative ne pourra être approchée qu'au terme de la série d'enquêtes programmées en première année,

ne permettent pas d'approcher précisément le montant des sommes qu'il conviendrait d'allouer en regard des besoins réels.

La démarche a donc consisté à se caler sur la base de programmes similaires déjà réalisés au Burkina et pour lesquels des données chiffrées sont disponibles.

3.4.1 A L'EST

Le montant total du programme de développement local proposé se ventilerait de la façon suivante, compte tenu de la ventilation proposée :

- Coûts de fonctionnements : 200 000 000 F CFA correspondant à la mise en oeuvre des actions par un opérateur privé basé localement,
- Investissements : 300 000 000 F CFA qui seront répartis sur les 7 préfectures concernées sur les 3 années de projet :

Province	Département	Population	Financement annuel F CFA	Source de financement
Kompienga	Pama	11 000	25 000 000	Projet
	Madjoari	7 000	25 000 000	Projet
	Total	18 000	50 000 000	
Gourma	Fada N'Gourma (non compris la commune)	56 100	25 000 000	Projet
	Matiakoali (non compris la commune)	38 500	25 000 000	Projet
	Total	94 600	50 000 000	
Tapoa	Logobou	46 800	20 000 000	PDL/Tapoa
	Partiaga	33 700	20 000 000	PDL/Tapoa
	Tambaga	30 200	20 000 000	PDL/Tapoa
	Total	110 700	60 000 000	
Total général		223 300	160 000 000	

Les montants annuels de Pama et Madjoari sont majorés du fait qu'ils n'ont pas bénéficié de financement conséquents pour le développement local depuis plusieurs années. De plus, le Département de Madjoari est totalement dénué d'infrastructures.

La répartition du financement proposée par types d'action est la suivante :

Type d'action	% engagés actuellement sur les autres projets de l'Est	Montant du financement F CFA sur le projet	Montant du financement F CFA sur le PDL/Tapoa
Mise en valeur patrimoine naturel	10	30 000 000	18 000 000
Ressources en eau	15	45 000 000	27 000 000
Equipements socio-collectifs	30	90 000 000	54 000 000
Equipements marchands collectifs	15	45 000 000	27 000 000
Activités économiques	10	30 000 000	18 000 000
Equipements agricoles individuels	15	45 000 000	27 000 000
Formation	5	15 000 000	9 000 000
Total	100	300 000 000	180 000 000

3.4.2 BOROMO ET LA MOU

Le développement local autour de Boromo et La Mou sera assuré dans les mêmes conditions que dans les zones de l'Est et sera pris en charge par le projet HKM sur son propre FIL à hauteur de 100 000 000 F CFA. Les pourcentages de répartition du financement en fonction des différentes actions pourront être modifiés selon les données du projet HKM.

Type d'action	% engagés actuellement sur les autres projets de l'Est	Montant du financement F CFA sur le projet	Montant du financement F CFA sur HKM
Mise en valeur patrimoine naturel	10	0	10 000 000
Ressources en eau	15	0	15 000 000
Equipements socio-collectifs	30	0	30 000 000
Equipements marchands collectifs	15	0	15 000 000
Activités économiques	10	0	10 000 000
Equipements agricoles individuels	15	0	15 000 000
Formation	5	0	5 000 000
Total	100	0	100 000 000

3.5 RECAPITULATIF GENERAL

Volet	Total millions de F CFA
Appui central	257,2
Volet Est	439,4
Volet Boromo	156,28
Volet Ouest	32
FASC	100
Développement local projet	500
Total	1 484,88
PDL/Tapoa et HKM (pm)	280
Total	1 764,88

Avec les financements de développement local du PDL/Tapoa et de HKM de 280 millions de F CFA, le **montant total du financement du projet s'élève à 1 764,88 millions de F CFA.**

4 CHRONOGRAMME DU PROJET

Le chronogramme de mise en oeuvre du projet se trouve à la page suivante.

CHRONOGRAMME DE MISE EN OEUVRE DU PROJET D'APPUI AUX UNITES DE CONSERVATION DE LA FAUNE AU BURKINA FASO

Appui central au projet

année 1				année 2				année 3			
trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4	trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4	trimestre 1	trimestre 2	trimestre 3	trimestre 4

Coordination et suivi

[illegible]

Appui à l'Administration

[illegible]

Appui au secteur privé

[illegible]

Appui aux aires de faune concédées

Volet Est

Volet Est	
Appui aux concessions	
Pistes de désenclavement	

Boromo

[illegible]

La Mou

La Mou

FASC

[illegible]

Développement local

[illegible]

ANNEXE 1 : PERSONNES RENCONTREES LORS DE LA
2^{ème} MISSION DE TERRAIN
 (du 10/07 au 21/08/98)

M. Yameogo Mathieu	Directeur Général de Eaux et Forêts
M. Zampaligré Issa	Directeur de la Faune et des Chasses
M. R. Chahignan	Directeur de l'Agence CFD de Ouagadougou
M. Konate Koualo	Conseiller auprès du Ministère de l'Environnement
M. J. Dubernard	Délégué Régional du CIRAD au Burkina Faso
M. B. Chardonnet	Conseiller auprès de la Direction de la Faune et des Chasses
M. Youma Joseph	Chef du Service de la Statistique de la DFC
M. Dermé Moumouni	Concessionnaire Konkonbouri
M. Tawfik Hanna	Concessionnaire Pama Nord
M. Apiou Idogo	Gérant de Seresi (Singou)
M. Ph. Duquesnois	Hôtel d'Arly
M. W. Baccon	Agence Tourisme et Kompienga
M. H. Chailan	SOGREGE & concessionnaire de Markoye
M. Idani Oumarou	ERGECI
M. Ouedraogo Moussa	Sociologue
M. Sawadogo Simon Pierre	Conservateur de l'UC de Boromo
M. le Chef du Service Provincial de l'Environnement et des Eaux et Forêts de Boromo	
M. Tapsoba Nakamba	Chef de Poste Forestier de Kompienga

ANNEXE 2 : CALENDRIER DE LA MISSION - DEUXIEME PHASE

- Du 10/07/1998 au 21/08/1998 : missions des coordonnateurs de la 2^{ème} mission de terrain
 - réunions de travail avec les consultants et visites des différents services et structures partenaires du projet
 - mission de terrain sur l'Est (MM Idani et Ouedraogo)
 - mission de terrain sur Boromo (MM Dulieu, Chardonnet et Konate)
 - mission de terrain sur l'Est (MM Dulieu, Chardonnet et Klotz)
 - debriefing de la mission avec les consultants et le Conseiller du Directeur de la Faune
 - visite des services nationaux concernés et de l'agence AFD
- Du 21/08 au 15/09 : missions de terrain complémentaires et rédaction des rapports séparés des experts.
- Du 1/11 au 6/11/1998 : mission de finalisation du montage du projet.